

# *L'Avenir en commun*

Version actualisée – avril 2020

## SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE</b> .....	2
<b>INTRODUCTION : LE MONDE D'APRÈS PEUT COMMENCER MAINTENANT</b> .....	3
<i>Chapitre 1 : Face à la crise démocratique, convoquer l'assemblée constituante de la 6e République</i> .....	5
<i>Chapitre 2 : Face au chômage et à l'urgence sociale, partager les richesses, mettre au pas la finance</i> .....	17
<i>Chapitre 3 : Face à la crise climatique, la planification écologique</i> .....	29
<i>Chapitre 4 : Face à la crise européenne, sortir des traités européens</i> .....	38
<i>Chapitre 5 : Face à la guerre, instaurer l'indépendance de la France au service de la paix</i> .....	43
<i>Chapitre 6 : Face à la grande régression, choisir l'objectif du progrès humain .....</i>	49
<i>Chapitre 7 : Face au déclinisme, porter la France aux frontières de l'Humanité</i> .....	58
<b>COMMENT LE PROGRAMME « L'AVENIR EN COMMUN » A ETE MIS A JOUR</b> .....	62
<b>UNE BREVE HISTOIRE DE « L'AVENIR EN COMMUN »</b> .....	66

## INTRODUCTION : LE MONDE D'APRÈS PEUT COMMENCER MAINTENANT

Ils sont responsables. Ils sont coupables. Pourtant ceux qui ont mis le monde dans cet état prétendent nous imposer encore leurs solutions aux problèmes qu'ils ont provoqués ! Nous les en croyons incapables et toujours aussi dangereux. On peut gouverner autrement avec d'autres objectifs et d'autres méthodes. Et nous voulons proclamer qu'on peut commencer à le faire à tout moment. C'est pourquoi notre contribution est un programme de gouvernement.

Il s'agit de « *L'Avenir en commun* ». C'est le programme proposé par « La France insoumise » à la dernière élection présidentielle. Sa légitimité ? Il a déjà rassemblé 7 millions de voix, soit près de 20% des suffrages exprimés en 2017. Il est d'actualité. Car il n'avait pas été rédigé pour satisfaire une mode médiatique ou sacrifier à un simple rite électoral. Il s'agissait au contraire de traduire en mesures concrètes une nouvelle vision du monde. Celle-ci est basée sur une prise de conscience écologique globale et sur la volonté de construire une société vraiment humaine faite d'entraide et de solidarité. En ce sens il prouve qu'on peut gouverner à l'inverse de ce qui s'applique sous nos yeux.

Pourquoi l'éditons-nous à nouveau ? Parce que nous voulons répondre concrètement au rendez-vous du moment que vit notre société. Sans rien en changer, nous l'avons mis à jour sur les points trop liés à l'actualité d'alors.

L'épidémie du COVID19 disloque l'économie et les systèmes politiques du monde partout où triomphaient le productivisme, le capitalisme financier et les sociétés d'inégalités brutales. Mais il existe dorénavant une volonté profonde dans notre peuple de revoir de fond en comble l'organisation et les priorités de notre société. Un bouillonnement d'idées s'amorce. Il ouvre un désir de changements radicaux. Les libéraux comptent abuser de cet appétit. Comme ils l'avaient fait après la crise financière de 2008, ils s'approprient les mots et les idées qui circulent déjà depuis longtemps et qu'ils avaient tant raillés. Ils voudraient faire croire que tout reste à inventer. Comme s'il n'y avait eu ni alertes, ni réflexions, ni propositions avant la catastrophe en cours. Encore une façon de s'amnistier de leurs terribles responsabilités ! Et pendant que nous réfléchissons, eux pourraient mettre en place dès à présent le « monde d'après » qui leur convient. Un monde croupissant dans les inégalités sociales et les violences écologiques, un monde de contrôle généralisé, de libertés réduites, où de nouveau il faudrait tout sacrifier pour rembourser la dette des États et des entreprises financières.

Non, messieurs-dames les puissants, ce n'est pas si simple ! Des alternatives existent. Nous en proposons une, dès à présent.

Le programme « *L'Avenir en commun* », est en parfait état de marche. Sur maints aspects il est d'ailleurs prémonitoire. Il répond à la situation que nous vivons. Il pourrait être appliqué demain s'il le fallait. Et c'est bien cela que nous voulons signifier. Ce programme n'est pas la propriété des Insoumis. Il appartient au peuple qui l'a porté. Il est conçu pour fédérer le grand nombre des gens qui veulent vivre une vie décente en harmonie avec la nature et les autres êtres humains. Il est bon pour tous, quelles que soient son idéologie, ses convictions philosophique ou religieuse. Il propose une nouvelle France, soucieuse d'abord de l'intérêt général et des biens communs. Le peuple en serait le seul souverain veillant au salut commun en toute indépendance. Nous le versons comme contribution à tous les débats. Mais nous le proposons aussi comme une solution immédiatement applicable.

**Jean-Luc Mélenchon,**

Président du groupe « la France insoumise » à l'Assemblée nationale

## **Chapitre 1 : Face à la crise démocratique, convoquer l'assemblée constituante de la 6e République**

### **Réunir une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution**

*La nouvelle Constitution dont la France a besoin doit être radicalement nouvelle, y compris dans sa méthode d'écriture : elle ne peut être un simple rafistolage de la V<sup>e</sup> République, ni se résumer à quelques réformes octroyées par le futur président de la République. C'est le peuple lui-même qui doit s'emparer de la question et s'impliquer tout au long d'un processus constituant. C'est la condition de la nécessaire refondation démocratique à laquelle nous aspirons. Nous proposons la convocation d'une assemblée spécifiquement chargée de rédiger une nouvelle Constitution sous le contrôle des citoyen-ne-s : une Assemblée constituante. Nous soumettrons à ses travaux des propositions pour une 6<sup>ème</sup> République démocratique, égalitaire, instituant de nouveaux droits et imposant l'impératif écologique.*

- Convoquer un référendum (article 11 de la Constitution) pour engager le processus constituant (modalités de la composition de l'Assemblée constituante – mode de scrutin, parité, tirage au sort et incompatibilités ; modalités de la délibération ; association des citoyen-ne-s aux travaux...)
- Aucun parlementaire des anciennes assemblées de la V<sup>e</sup> République ne pourra siéger dans cette Assemblée constituante. Les délégué-e-s à l'Assemblée constituante ne pourront être candidat-e-s aux élections suivant l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution
- Le projet de Constitution proposé par l'Assemblée constituante sera soumis à référendum

### **Balayer l'oligarchie, abolir les privilèges de la caste**

*La démocratie française est malade des privilèges, de l'argent-roi et de la collusion entre politique et finance. Une caste de privilégiés, coupée des réalités de la vie du peuple a confisqué le pouvoir. Cela doit cesser : la vertu doit être au centre de l'action politique.*

- Rendre inéligible à vie toute personne condamnée pour corruption
- Supprimer le monopole du déclenchement de poursuites judiciaires par l'administration fiscale en cas de fraude, quelle qu'elle soit : la justice doit pouvoir enquêter librement et de sa propre initiative même contre l'avis du ministre
- Combattre la pollution du débat parlementaire par les lobbies, interdire l'entrée des lobbyistes dans l'enceinte du Parlement et les cadeaux faits aux parlementaires
- Mettre fin au pantouflage : tout haut fonctionnaire souhaitant travailler dans le privé devra démissionner de la fonction publique et rembourser le prix de sa formation s'il n'a pas servi au moins dix ans ; supprimer le concours externe de l'ENA pour toute personne n'ayant jamais travaillé. Durcir les règles contre les conflits d'intérêts, allonger les périodes d'interdiction d'exercer une fonction privée après avoir exercé une activité publique dans le même secteur
- Appliquer les recommandations d'*Anticor* et *Transparency International* visant à empêcher la corruption et rapprocher les représentant-e-s des représenté-e-s,

- notamment obliger un élu à rendre publique sa déclaration de patrimoine transmise à la HATVP
- Mettre fin à l'usurpation par le MEDEF de la parole des chefs d'entreprise : fonder la représentativité des organisations patronales sur la base d'élections, comme c'est déjà le cas pour les syndicats de salariés
  - Organiser à nouveau l'élection par les assurés de leurs administrateurs de Sécurité sociale

## **Une République permettant l'intervention populaire**

*Le peuple est systématiquement tenu à l'écart des décisions. Tout au plus a-t-il le droit de voter une fois tous les cinq ans sans possibilité d'intervenir ensuite. Il est temps de faire confiance aux citoyen-ne-s et de permettre le débat et l'expression de la souveraineté populaire en toutes circonstances. L'intervention populaire doit être accueillie avec enthousiasme et favorisée en République, et non réprimée avec violence et mépris comme ces dernières années.*

- Fixer le droit de vote à 16 ans, instaurer le vote obligatoire et la reconnaissance du vote blanc comme suffrage exprimé et généraliser la représentation proportionnelle
- Créer un droit de révoquer un-e élu-e en cours de mandat sur demande d'une partie du corps électoral
- Instaurer le référendum d'initiative citoyenne et le droit des citoyens de proposer une loi<sup>1</sup>
- Instaurer le référendum révocatoire d'initiative citoyenne, pour rétablir une responsabilité politique réelle dans le pays<sup>2</sup>
- Rendre obligatoire le recours au référendum pour réviser la Constitution ou ratifier tout nouveau traité européen et garantir le respect de la décision populaire
- Reconnaître le droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers en situation régulière comme en bénéficient déjà les ressortissants des pays de l'Union européenne
- Rendre effectif le principe du non-cumul des mandats, y compris dans le temps et abroger la loi NOTRe : contre les nouvelles féodalités et l'éloignement du pouvoir des citoyens, refonder l'organisation territoriale de la République et défendre les libertés communales
- Démocratiser l'accès aux responsabilités politiques en permettant à chacun-e de prendre un « congé républicain », sans risque pour son emploi ou ses droits quels qu'ils soient, en vue de se présenter à des élections

## **Abolir la monarchie présidentielle**

---

<sup>1</sup> Proposition de loi constitutionnelle de M. Jean-Luc Mélenchon visant à instaurer la possibilité de référendums d'initiative citoyenne, niche Fi 2019 : <https://lafranceinsoumise.fr/assemblee-nationale/niche-parlementaire-du-21-fevrier-2019/proposition-de-loi-sur-le-ric/>

<sup>2</sup> Proposition de loi constitutionnelle de M. Jean-Luc Mélenchon visant à instaurer la possibilité de référendums d'initiative citoyenne, niche Fi 2019 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1558\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1558_proposition-loi)

*La monarchie présidentielle actuelle marginalise le Parlement. Le Président peut dissoudre l'Assemblée mais celle-ci ne peut le renverser. Conséquence : les députés agissent plus souvent comme des godillots, obligés du monarque, que comme représentants du peuple souverain. Le macronisme est l'apogée de cet affaiblissement du Parlement. Ce système est une anomalie démocratique.*

- Abolir la monarchie présidentielle en instaurant un régime parlementaire stable dans lequel le Gouvernement détient le pouvoir exécutif et est responsable devant le Parlement, transférer le pouvoir de nomination au Parlement
- Élire l'Assemblée nationale à la proportionnelle
- Supprimer le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental et créer une assemblée de l'intervention populaire et du long terme émettant un avis sur l'impact écologique et social des lois
- Supprimer la Cour de Justice de la République et soumettre les membres du Gouvernement à la justice ordinaire

### **Une nouvelle étape des libertés et de l'émancipation personnelles**

*Une Constitution, c'est la garantie pour le peuple des droits et libertés qu'il se reconnaît lui-même. La 6<sup>e</sup> République sera l'occasion de consacrer de nouveaux droits civils et politiques mais aussi personnels, pour une nouvelle étape de l'émancipation humaine.*

- Constitutionnaliser la non-marchandisation du corps humain et le droit fondamental de disposer de soi en toutes circonstances : liberté de conscience, droit à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse, droit de mourir dans la dignité (y compris avec assistance)<sup>3</sup>, accès garanti à des soins palliatifs
- Autoriser le changement d'état-civil libre et gratuit devant un officier d'état-civil
- Établir la filiation par reconnaissance comme principe par défaut, rembourser la procréation médicalement assistée (PMA) pour toutes les femmes et refuser la gestation pour autrui (GPA), faire prévaloir l'intérêt supérieur de l'enfant en toute circonstance<sup>4</sup>

### **Une République universelle**

*Aucune liberté n'est possible sans l'égalité entre les personnes. Assez tergiversé ! Imposons l'égalité des droits ! Punissons ceux qui veulent s'y soustraire. Faisons progresser ensemble l'égalité en droits et en faits dans tous les domaines.*

- Faire France de tout bois :
  - o Défendre le droit du sol intégral pour les enfants nés en France y compris dans les Outre-mer

---

<sup>3</sup> Proposition de loi de Mme Caroline Fiat relative à l'euthanasie et au suicide assisté, pour une fin de vie digne, niche FI 2018 : <https://lafranceinsoumise.fr/assemblee-nationale/niche-parlementaire-du-1er-fevrier/proposition-de-loi-leuthanasie-suicide-assiste-fin-de-vie-digne/>

<sup>4</sup> Proposition de loi de Mme Danièle Obono visant à faire de l'assistance médicale à la procréation un droit universel, 21 novembre 2018 : <https://lafranceinsoumise.fr/2018/11/26/proposition-de-loi-pma/>

- o Faciliter l'accès à la nationalité française pour les personnes étrangères présentes légalement sur le territoire
- o Rétablir la carte de séjour de dix ans comme titre de séjour de référence
- Abolir les ségrégations et lutter contre toutes les formes de racisme :
  - o Introduire le récépissé de contrôle d'identité pour interdire le contrôle au faciès<sup>5</sup>
  - o Assurer l'égalité réelle et combattre les discriminations fondées sur le genre, le handicap, l'apparence, la couleur de peau, l'âge, l'orientation sexuelle, la religion ou la croyance, l'origine sociale ou la fortune
- Abolir le patriarcat dans l'État et la société :
  - o Imposer l'égalité de conditions entre les femmes et les hommes dans les institutions politiques, administratives, économiques, syndicales et associatives
  - o Renforcer la loi et les moyens contre les violences faites aux femmes et généraliser le planning familial dans ses missions de formation et d'éducation pour la contraception et le droit à l'avortement
  - o Adopter une loi de lutte contre le sexisme
  - o Abolir la prostitution et garantir la dignité de la personne humaine
- Assurer l'égalité de toutes les familles, de tous les enfants et des couples mariés et pacés (en matière de succession, funérailles, pensions de réversion) ouvrir l'adoption plénière conjointe à tous les couples, mariés ou non

## Une République laïque

*La laïcité est attaquée de toutes parts et instrumentalisée par ses adversaires historiques, intégristes religieux et racistes, qui veulent aussi en faire un prétexte pour flétrir les musulmans. La laïcité est la condition de la liberté de conscience de chacun, de l'égalité entre tous les citoyens quelle que soit leur option philosophique ou spirituelle, et de la fraternité. Elle rend possible une action de l'État au service de l'intérêt général.*

- Étendre le bénéfice de l'application de la loi de 1905 à tout le territoire de la République (abroger le concordat d'Alsace-Moselle et les divers statuts spécifiques en vigueur dans les Outre-mer)
- Garantir la liberté de conscience et l'égalité de toutes les options spirituelles devant la loi
- Combattre tous les communautarismes et l'usage politique des religions
- Refuser les financements publics pour la construction des édifices religieux, des activités culturelles et des établissements confessionnels
- Refuser de rencontrer d'État à État ceux qui obligent nos ministres femmes à porter des accoutrements contraires à la dignité républicaine

---

<sup>5</sup> Proposition de loi de M. Eric Coquerel et Mme Danièle Obono relative à la mise en place d'un récépissé de contrôle d'identité, niche FI 2018 : <https://lafranceinsoumise.fr/assemblee-nationale/niche-parlementaire-du-1er-fevrier/proposition-de-loi-mise-place-dun-recepice-cadre-dun-controle-didentite/>



- Interdire la présence de ministres et préfet-te-s aux cérémonies religieuses et refuser le titre de «chanoine de Latran» pour la Présidence de la République<sup>6</sup>

## **La révolution citoyenne dans les médias**

*Il n'y a pas de démocratie possible sans information libre et pluraliste. Nos médias sont bien malades : de l'argent, de la recherche du sensationnalisme et de la tyrannie du buzz. La révolution citoyenne doit être menée sans faiblesse dans les médias !*

- Faire élire les président-e-s de France Télévision et Radio France par le Parlement
- Adopter une loi anti-concentration des médias<sup>7</sup>, protégeant le secteur des intérêts financiers, favorisant la transformation des médias en coopératives de salariés et de lecteurs/auditeurs/télespectateurs et attribuer des fréquences aux médias locaux et associatifs
- Combattre la «sondocratie»: interdire les sondages dans les jours précédant les élections et adopter la proposition de loi sur les sondages votée à l'unanimité par le Sénat en 2011 et enterrée depuis
- Transformer le « Conseil de déontologie des médias » en véritable contre-pouvoir citoyen garantissant le pluralisme des opinions et des supports ainsi que la qualité de tous les médias<sup>8</sup>
- Refonder les aides publiques à la presse pour les réserver aux médias d'information et mutualiser les outils de production (imprimeries, serveurs, distribution, etc.)
- Protéger les sources et l'indépendance des rédactions à l'égard des pouvoirs économiques et politiques par le renforcement du statut juridique des rédactions et une charte déontologique dans la convention collective

## **La République garante des biens communs**

*La République est un mot creux si elle ignore les conditions concrètes de la vie des gens. Elle ne peut qu'être sociale. Mais l'impératif écologique exige aussi davantage de République et une République d'un genre nouveau. Les inégalités sociales et environnementales se cumulent et sont une double-peine. Le combat pour la justice sociale et environnementale est un seul et même combat. Le changement climatique menace l'existence de la vie humaine sur la planète. Tous semblables, nous sommes liés par un intérêt général humain : conserver la biosphère qui rend possible la vie humaine. Il est temps que la République soit écologiste.*

---

<sup>6</sup> Communiqué du groupe parlementaire de la France insoumise, 26 juin 2018

<https://lafranceinsoumise.fr/2018/06/26/macron-choisit-lancien-regime-plutot-que-la-laicite-republicaine/>

<sup>7</sup> Intervention de M. Michel Larive en commission des affaires culturelles contre le projet de loi de réforme de l'audiovisuel public : <https://lafranceinsoumise.fr/2020/02/28/audiovisuel-public-un-projet-de-destruction-du-service-public-de-laudiovisuel/>

<sup>8</sup> Pétition pour un conseil de déontologie <https://www.change.org/p/pour-la-cr%C3%A9ation-d-un-conseil-de-d%C3%A9ontologie-du-journalisme-en-france>

- Constitutionnaliser la règle verte : ne pas prélever ni produire sur la nature davantage que ce qu'elle peut reconstituer, ni produire plus que ce qu'elle peut supporter ou absorber
- Protéger les biens communs : l'air, l'eau<sup>9</sup>, l'alimentation, le vivant, la santé, l'énergie, la monnaie ne sont pas des marchandises. Ils doivent être gérés démocratiquement : le droit de propriété doit être soumis à l'intérêt général, la propriété commune protégée et les services publics développés
- Constitutionnaliser et rendre effectifs les droits au travail et au logement<sup>10</sup>
- Amnistier les syndicalistes et militants associatifs condamnés pour faits de luttes sociales, écologiques ou pour la défense des libertés, protéger les lanceur-se-s d'alerte<sup>11</sup> et investir les salarié-e-s d'une mission d'alerte sociale et environnementale

## Une justice au nom du peuple

*La justice est rendue « au nom du peuple français ». Mais trop souvent, le service public de la justice ne peut assumer cette lourde tâche. Les tribunaux sont en voie de « clochardisation », les moyens humains et financiers manquent pour assurer des délais raisonnables ; les justiciables comme les professionnel-le-s de la justice sont en droit d'exiger un effort sans précédent.*

- Garantir la protection judiciaire de la jeunesse, la justice des mineurs, la politique de prévention de la délinquance et les sanctions éducatives
- Mettre fin à la paupérisation de la justice et de l'administration pénitentiaire :
  - o Mettre en œuvre un plan de recrutement de personnels pour désengorger les tribunaux
  - o Rénover et construire de nouveaux locaux pour les tribunaux
  - o Recruter 2 000 agents pénitentiaires pour les escortes des détenus
  - o Mettre fin au tout carcéral par des peines alternatives à la prison et rénover les prisons pour garantir la dignité humaine
- Remplacer les instructions ministérielles au Parquet par des lois d'orientation de politique pénale débattues et votées par le Parlement
- Remplacer le Conseil supérieur de la magistrature par un Conseil supérieur de la Justice désigné pour partie par les magistrat-e-s et le Parlement, devant lequel il sera responsable
- Réformer le dualisme juridictionnel en supprimant la fonction juridictionnelle du Conseil d'État et en créant une juridiction suprême commune aux deux ordres de

---

<sup>9</sup> Proposition de loi constitutionnelle de M. Bastien Lachaud et M. Jean-Hugues Ratenon visant à faire de l'accès à l'eau un droit inaliénable, niche FI 2018 : <https://lafranceinsoumise.fr/assemblee-nationale/niche-parlementaire-du-1er-fevrier/proposition-de-loi-faire-de-laces-a-leau-droit-inalienable/>

<sup>10</sup> Proposition de loi de M. Jean-Luc Mélenchon tendant à rendre effectif le droit au logement, niche FI 2020 : <https://lafranceinsoumise.fr/assemblee-nationale/niche-parlementaire-26-mars-2020/ppl-droit-logement-2020/>

<sup>11</sup> Proposition de loi organique de M. Ugo Bernalicis visant à la création de l'inspection général de la protection des lanceuses et lanceurs d'alerte, niche Fi 2020 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2591\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2591_proposition-loi)

juridictions (fusionnant la Cour de Cassation et la fonction juridictionnelle du Conseil d'État)

### **Une politique antiterroriste rationnelle**

*La sûreté est un des droits « naturels et imprescriptibles » de l'être humain selon la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789. Les odieux attentats commis en France en 2015 et 2016 interrogent : comment protéger la population de meurtres terroristes ? Comment garantir notre liberté dans ce contexte ? En la matière, la surenchère sécuritaire ne protège pas : elle affaiblit et fait le jeu des assaillants. C'est une toute autre politique et une stratégie globale qui sont nécessaires pour vivre en paix.*

- Refuser la logique du choc des civilisations et de la « guerre intérieure » et sortir des guerres déstabilisatrices et des alliances hypocrites avec les pétro-monarchies du Golfe
- Améliorer la prévention en engageant une stratégie politique pour renforcer les anticorps républicains et supprimer le terreau des communautarismes par plus de République, de laïcité, d'éducation, de justice sociale et d'implication citoyenne
- Refuser la logique de l'exception pour réaffirmer l'État de droit :
  - o Revenir sur les dispositions liberticides de la loi antiterroriste de 2017, qui normalise l'État d'urgence et intègre des mesures d'exception dans le droit régulier
  - o Faire l'évaluation des lois antiterroristes sécuritaires pré-existantes
  - o Arrêter progressivement les opérations « Sentinelle » pour confier la sécurité des lieux publics à la Police
  - o Garantir le contrôle par le juge judiciaire des opérations de lutte contre le terrorisme et augmenter les moyens de la justice anti-terroriste pour garantir une lutte efficace, durable et respectueuse des droits et libertés fondamentaux
- Renforcer le renseignement territorial et humain en revenant sur la fusion de la direction de la surveillance du territoire (DST) et des renseignements généraux (RG), en privilégiant l'infiltration par rapport au tout technologique, en renforçant les moyens d'analyses des renseignements collectés et imposer aux autorités chargées du renseignement de rendre comptes devant une commission parlementaire permanente
- Lutter contre l'embrigadement et soutenir les démarches de signalement par les proches et les programmes de prise en charge des personnes suspectées
- Instaurer une peine de déchéance des droits civiques en cas de fraude fiscale ou d'activités illicites permettant le financement d'activités terroristes, punir les financements des trafics alimentant les réseaux terroristes et réquisitionner les entreprises qui collaborent avec les agresseurs

### **Garantir la sécurité et la sûreté intérieures**

*La République a besoin d'une justice. Elle a aussi besoin d'une police ; une police républicaine, agissant pour protéger les libertés individuelles et collectives. La politique de sécurité doit être refondée en lien avec la population, par l'intégration des conscrits, loin des coups de mentons et du « deux poids deux mesures ». Objectif : une politique de sûreté publique commençant par le renforcement de la sécurité sociale et des services publics.*

- Refonder la politique de sûreté publique sur la base du triptyque « *prévention, dissuasion, sanction* », y ajouter l'implication citoyenne et la resocialisation des détenus, et réaffirmer son caractère national :
  - o En finir avec la politique du chiffre et supprimer les primes aux résultats dont les montants seront redistribués progressivement aux différentes catégories d'agents
  - o Réhabiliter la police de proximité en refondant les objectifs des polices municipales et affirmant la distinction entre les missions nationales et locales
  - o Démanteler les BAC (Brigades Anti-criminalité) qui ne font que du flagrant délit et ne permettent pas d'assurer une bonne relation police/population
  - o Intégrer au service public certaines fonctions de sécurité aujourd'hui privatisées (sécurité aéroportuaire notamment)
  - o En finir avec la politique du chiffre et supprimer les primes aux résultats dont les montants seront redistribués progressivement aux différentes catégories d'agents
- Faire la police républicaine :
  - o En finir avec la police et la justice à deux vitesses en augmentant nettement les effectifs de police en charge de la délinquance en col blanc en lien avec le fisc, les douanes et la justice financière
  - o Donner la priorité au démantèlement des trafics (drogues, armes, prostitution, êtres humains ...) et à la lutte contre la délinquance financière, la corruption et le terrorisme
  - o Désencombrer l'action policière par la contraventionnalisation de la consommation de stupéfiants et la légalisation de l'usage du cannabis
  - o Faire évaluer la police avec des questionnaires de satisfaction des usagers
  - o Apaiser les conflits existant au sein de la police par des instances de dialogue internes, améliorer l'accueil du public et diminuer le temps d'attente pour la prise en compte d'une plainte ainsi que les durées d'investigation ensuite
  - o Abroger les lois sécuritaires inefficaces et renforcer les politiques de prévention<sup>12</sup>
  - o Réécrire le code de déontologie et y insister lors de la formation des forces de police et rétablir les missions de «défense des Libertés et de la République» supprimées par Manuel Valls en 2014
  - o Interdire les tasers et flash-balls, les LBD 40 ainsi que les grenades de désencerclement pour favoriser la désescalade des affrontements

---

<sup>12</sup> Proposition de loi de M. François Ruffin et Mme Danièle Obono visant l'interdiction des techniques d'immobilisation létales, niche Fi 2020 : <https://lafranceinsoumise.fr/assemblee-nationale/niche-parlementaire-26-mars-2020/ppl-interdiction-techniques-immobilisation-letales-2020/>

- o Refonder intégralement l'IGPN pour mettre en place un réel contrôle des cas litigieux relatifs au non-respect des règles d'intervention
- Renforcer les moyens humains et matériels des forces de sécurité, en quantité et qualité :
  - o Mettre en place un plan d'amélioration qualitative de la police et gendarmerie :
    - § Recruter des agents administratifs pour libérer policiers et gendarmes aptes à aller sur le terrain qui travaillent sur des postes administratifs
    - § Ramener les effectifs de policiers et gendarmes à ceux de 2007
    - § Doubler les effectifs de la police technique et scientifique
    - § Supprimer le statut précaire et peu qualifié des 11 000 adjoint-e-s de sécurité en permettant la formation et la titularisation de celles et ceux qui le souhaitent
    - § Porter à deux ans la durée de formation des élèves gardiens de la paix
  - o Lancer un plan de rénovation et de construction de commissariats de police pour lutter contre la «clochardisation» du bâti et l'abandon de certains territoires
  - o Dotation des services en moyens techniques et matériels suffisants, renouvellement général du parc informatique sous contrainte de sécurité des échanges

### **La jeunesse au service de l'intérêt général et de la sûreté de la Nation : créer un service citoyen obligatoire et une garde nationale**

*Aujourd'hui, de nombreuses tâches indispensables à la sûreté et à l'intégrité de la Nation ne sont pas assurées. C'est vrai aussi bien du point de vue de la Défense et de la sûreté que de l'intégrité écologique, de la solidarité et du secours à la population. Ces préoccupations ne peuvent être abandonnées aux marchands ni aux seuls agents des services concernés. C'est la Nation tout entière qui doit y faire face, pour les tâches civiles comme militaires.*

- Créer un service citoyen obligatoire<sup>13</sup> :
  - o Pour les femmes et pour les hommes
  - o Par conscription avant 25 ans, proche du lieu de vie, en limitant le « casernement » aux fonctions qui l'exigent réellement
  - o D'une durée totale de neuf mois, comprenant une formation militaire initiale incluant un droit à l'objection de conscience
  - o Rémunéré au SMIC
  - o Affecté à des tâches d'intérêt général: secours à la population, sapeurs-pompiers, sécurité publique, défense, sécurité civile, protection et réparation de l'environnement, appui à des associations labellisées d'intérêt général, appui à la population en cas de crise sanitaire
  - o Présence sur tout le territoire, y compris les Outre-mer, les zones rurales et les quartiers populaires

---

<sup>13</sup> Le Service National Universel n'est pas une garderie ! – intervention de M. Bastien Lachaud, 14 février 2018 : <https://lafranceinsoumise.fr/2018/02/14/service-national-universel-nest-garderie/>

- o Comprenant un bilan de santé, une évaluation des capacités d'écriture, lecture et calcul avec leur éventuelle mise à niveau, la formation gratuite à la conduite et l'examen du permis de conduire
- Créer une garde nationale placée sous commandement civil et composée
  - o Des jeunes en service citoyen obligatoire ayant choisi d'intégrer la réserve pour la protection de la sûreté et de l'intégrité de la Nation
  - o Des unités existantes labellisées : réserve de sécurité nationale, réserve de sécurité civile, réserve citoyenne

### **Reconnaître la citoyenneté dans l'entreprise et des droits nouveaux aux salariés**

*Comme le disait Jean Jaurès, «la grande Révolution a rendu les Français rois dans la cité et les a laissés serfs dans l'entreprise ». Le contrat de travail étant le seul contrat de subordination dans notre pays, il est temps de faire rentrer la citoyenneté dans l'entreprise.*

- Accorder de nouveaux droits de contrôle aux comités d'entreprise sur les finances de leur entreprise
- Instaurer le droit pour les salariés à un vote de défiance à l'égard des dirigeants d'entreprises ou des projets stratégiques
- Favoriser la création de coopératives de production ou la reprise d'entreprise en coopératives
- Renforcer le pouvoir d'intervention des salariés contre les licenciements économiques par un droit de veto suspensif des comités d'entreprises, réformer les tribunaux de commerce et les procédures de sauvegarde et liquidation pour donner plus de pouvoirs aux salariés et à leurs représentants, refondre la procédure judiciaire de contestation des licenciements économiques pour qu'ils ne puissent être effectifs avant épuisement des recours

### **L'égalité réelle pour les Outre-mer**

*Les Outre-mer sont la chance de la France. Ils pourraient être des pointes avancées de la planification écologique et du progrès humain, avancer vers un développement endogène. Au lieu de quoi, ils sont maintenus dans la dépendance d'un système inégalitaire d'économie de comptoir et de pauvreté de masse. La République doit vivre partout et pour tous !*

- Faire vivre la République, l'égalité, le métissage et le droit du sol contre le racisme et l'ethnisme :
  - o Étendre la laïcité dans les Outre-mer, en appliquant la loi de 1905 là où elle ne l'est pas
  - o Soutenir l'enseignement des langues et cultures d'Outre-mer pour ceux qui en font la demande et mettre en valeur avec les populations la diversité des patrimoines culturels et linguistiques qu'apportent les Outre-mer
- Faire des Outre-mer des territoires pilotes de la planification écologique
  - o Élaborer et mettre en œuvre un plan d'autonomie énergétique de chaque territoire d'Outre-mer à partir des énergies renouvelables disponibles,

- terrestres (géothermie, solaire, éolien) et marines (éolien, utilisant les différences de températures, géothermie...)
- o Faire des Outre-mer des territoires pilotes de l'économie de la mer, doter chacun d'eux d'au moins un lycée professionnel maritime et des formations supérieures nécessaires à ce développement
  - o Préserver les trésors de biodiversité des Outre-mer (renforcer les moyens d'études et de protection)<sup>14</sup>
- Assurer l'égalité et la présence de l'État
    - o Garantir la continuité territoriale (desserte de service public à tarifs réglementés)<sup>15</sup>, l'interconnexion régionale et le désenclavement intra-territorial (Guyane notamment)
    - o Engager un plan pluriannuel d'investissement et de développement des services publics (transports, éducation, santé, logement, culture)
  - Favoriser un développement endogène en rupture avec le modèle actuel d'économie de comptoir
    - o Libérer les Outre-mer des monopoles privés et de la captation de la richesse par la rente en développant des circuits de distribution publics et la production en coopératives
    - o Protéger les économies locales par un bouclier douanier : préserver l'octroi de mer et renforcer la protection commerciale des productions locales (taxe kilométrique pour promouvoir les productions locales, privilégier les importations à faible empreinte écologique, préférence commerciale pour les produits d'Outre-mer en métropole et en Europe, partenariats commerciaux équilibrés avec les voisins régionaux)
    - o Atteindre l'autosuffisance alimentaire en soutenant le développement d'une agriculture paysanne et des filières de transformation agro-alimentaire locales
  - Faire des Outre-mer des leviers d'alternative à l'échelle mondiale
    - o Faire des Outre-mer des pôles régionaux de co-développement : transfert de technologie auprès des pays voisins, aide logistique et scientifique, investir dans des établissements de formation de haut niveau (santé) bénéficiant à la fois aux étudiants ultra-marins et à ceux des pays voisins
    - o Rejoindre les coopérations régionales dans une démarche de co-développement écologique et social et de progrès humain : par exemple l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique) pour les Antilles et la Guyane française, l'Afrique australe pour Mayotte et La Réunion...
    - o Construire des points d'appui des combats écologiques d'intérêt universel : appui à la préservation des forêts (Guyane pour l'Amazonie); appui aux

---

<sup>14</sup> Proposition de résolution de M. Jean-Hugues Ratenon tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la protection du littoral des territoires insulaires et ultramarins français, 18 décembre 2018 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1511\\_proposition-resolution](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1511_proposition-resolution)

<sup>15</sup> Proposition de loi de M. Jean-Hugues Ratenon relative au rétablissement de l'égalité d'accès au service public postal en outre-mer, 7 mai 2019 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1930\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1930_proposition-loi)

populations du Pacifique et de l'Océan indien menacées par la montée des eaux; défense des fonds marins contre la prédation pétrolière et la pêche industrielle



## **Chapitre 2 : Face au chômage et à l'urgence sociale, partager les richesses, mettre au pas la finance**

### **Mettre fin au pillage économique de la Nation**

*Le règne de la caste est aussi celui du pillage sans limite ni honte des biens publics. Infrastructures, services publics, fleurons industriels ou technologiques, industries de souveraineté : combien de privatisations à vil prix, de « partenariats » léonins, d'argent confisqué voire détourné ? L'intérêt général doit être défendu et ses adversaires punis par la loi et la justice.*

- Créer une commission d'enquête parlementaire pour faire le bilan de toutes les privatisations et abandons de fleurons industriels (Alstom, Alcatel, EADS, ...) décidées au cours des trois décennies passées
- Revenir sur les programmes de privatisation (aéroports, autoroutes, Française des Jeux, etc.)
- Décréter un moratoire sur les partenariats publics-privés (PPP), abroger les dispositions législatives les permettant et pratiquer un audit de ceux qui sont en cours
- Poursuivre les atteintes aux « éléments essentiels du potentiel scientifique et économique » faisant partie des « intérêts fondamentaux de la Nation » selon l'article 410-1 du code pénal
- Rendre effectif le droit de réquisition des entreprises d'intérêt général par l'État

### **Instaurer un protectionnisme solidaire pour produire en France et assurer notre indépendance**

*La libre-circulation des capitaux et des marchandises dans l'Union européenne et le monde entier donne tout pouvoir à la finance contre les productifs, aux multinationales contre les PME et aux actionnaires contre les salariés. Bilan : des droits sociaux soumis au chantage permanent du dumping, un bilan écologique désastreux, une industrie dévastée, une agriculture désorganisée, des régions entières condamnées. Le grand déménagement du monde doit cesser. Nous avons besoin d'un protectionnisme solidaire au service de l'intérêt général contre les multinationales et la mondialisation financière. La France ne doit pas dépendre d'autres Etats pour ses productions essentielles : lorsqu'une crise éclate, il est déjà trop tard pour relocaliser la production.*

- Faire l'inventaire et l'évaluation des accords déjà appliqués pour construire une autre politique internationale des échanges commerciaux basée sur la coopération et inspirée de la charte de la Havane, permettant de pratiquer des politiques de protection des droits sociaux et de l'emploi<sup>16</sup>

---

<sup>16</sup> Tribune de tous les députés LFI "La France doit refuser l'accord de libre-échange UE-Mercosur", 27 juillet 2019 : [https://www.liberation.fr/debats/2019/07/27/la-france-doit-refuser-l-accord-de-libre-echange-ue-mercotur\\_1742315](https://www.liberation.fr/debats/2019/07/27/la-france-doit-refuser-l-accord-de-libre-echange-ue-mercotur_1742315), tribune "Le CETA ne peut être appliqué sans la consultation du Parlement !" <https://www.marianne.net/debattons/tribunes/le-ceta-ne-peut-etre-applique-sans-la-consultation-du-parlement-110-deputes> et proposition de résolution de Mme Mathilde Panot et Mme Clémentine Autain sur l'importance

- Adopter des mesures anti-dumping d'urgence sur les industries stratégiques (acier, photovoltaïque, ...), augmenter immédiatement les droits de douane pour les pays aux droits sociaux limités (travail des enfants, absence de droits syndicaux), prendre des mesures de rétorsion commerciales contre les paradis fiscaux
- Réviser le code des marchés publics pour favoriser les entreprises de l'économie sociale et solidaire, les produits et services écologiques, l'activité locale
- Relocaliser d'urgence les productions essentielles à la vie de notre pays (santé, énergie, ...) pour pouvoir faire face aux futures crises mondiales qui risquent d'éclater

### **Engager un plan de relance de l'activité et de la bifurcation écologique au service de l'emploi et du bien-vivre**

*Des initiatives "Green Deal" fleurissent, pour tout changer sans que rien ne change. La France doit être un modèle de rupture. La bifurcation écologique impose des investissements massifs pour changer les modes de productions, d'échange et de consommation. Ce serait un levier formidable pour créer des emplois de qualité et vivre mieux alors que le chômage de masse perdure et que les personnes au chômage sont de moins en moins bien indemnisées. L'appareil de production français souffre de sous-investissement malgré les milliards d'euros offerts au MEDEF. Et les infrastructures publiques, telles le réseau ferré, sont abandonnées en silence. Un plan de relance massif est vital à brève échéance.*

- Injecter 100 milliards d'euros supplémentaires dans l'économie pour des investissements écologiquement et socialement utiles<sup>17</sup>
- Récupérer les 41 milliards d'euros annuels du pacte de responsabilité et du crédit d'impôt compétitivité (soit 2% du PIB chaque année, 200 milliards d'euros sur un quinquennat) transformés depuis en baisse de cotisations, pour financer la transition énergétique, les activités socialement utiles<sup>18</sup>
- Remettre à plat l'ensemble des aides publiques et exonérations d'impôts ou de cotisation accordés aux entreprises, évaluer leur efficacité, et revenir sur les aides anti-sociales et anti-écologiques<sup>19</sup>
- Réindustrialiser le pays par l'investissement et le rétablissement de plans de filières et de pôles publics dans l'énergie, les transports, la santé, la défense des industries stratégiques et la reconstruction de conglomérats combinant plusieurs activités<sup>20</sup>

### **Mettre au pas la finance**

---

démocratique de l'utilisation de la voie référendaire pour la ratification du traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, niche 2018 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b0497\\_proposition-resolution](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b0497_proposition-resolution).

<sup>17</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>

<sup>18</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>

<sup>19</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>

<sup>20</sup> Tribune pour la nationalisation de Luxfer : <https://www.lejdd.fr/Politique/tribune-les-insoumis-demandent-la-nationalisation-de-luxfer-le-fabricant-de-bouteilles-a-oxygene-medical-3959770>

*La finance a mis par terre l'économie réelle en 2008. Cajolée par le Président-banquier, elle ne s'est jamais aussi bien portée et les revenus des actionnaires - record d'Europe ! - n'ont jamais été aussi élevés en France. En 2020, une nouvelle crise menace l'économie. Il est plus que temps d'agir !*

- Séparer les banques d'affaires et de détail
- Contrôler les mouvements de capitaux
- Instaurer une taxe réelle sur les transactions financières<sup>21</sup>
- Interdire les ventes de gré à gré et la titrisation, limiter les effets de levier et les rendements actionnariaux exorbitants
- Identifier et interdire les produits dérivés toxiques et inutiles au financement ou à la couverture des flux économiques réels

### **Définancieriser l'économie réelle**

*Les financiers étranglent chaque jour les PME et les ménages. Les actionnaires exigent des taux de rendement intenable obtenus au détriment des droits sociaux et de l'appareil de production. Ils imposent la tyrannie du temps court sur le temps long de l'activité humaine et de l'impératif écologique. Il faut leur reprendre le pouvoir.*

- Mettre fin à la cotation continue des entreprises en bourse
- Moduler les droits de vote des actionnaires selon la durée d'engagement dans l'entreprise en réservant le droit de vote aux actionnaires acceptant de s'engager sur une durée de présence
- Moduler l'impôt sur les sociétés selon l'usage des bénéfices pour encourager l'investissement en France et augmenter la mise en réserve légale (aujourd'hui à seulement 5% des bénéfices) qui oblige l'entreprise à conserver une part de son résultat plutôt que de le distribuer entièrement en dividendes
- Pénaliser le versement de dividendes et interdire aux entreprises de distribuer un montant de dividendes supérieur à leur bénéfice et donc d'emprunter pour distribuer des dividendes
- Limiter les LBO aux seules procédures de reprise des entreprises par les salariés (*Leveraged Buy Out*, mécanisme financier permettant aujourd'hui à quelques actionnaires de faire main basse sur une entreprise)

### **Mobiliser l'argent pour financer les petites et moyennes entreprises, la création d'emplois et la bifurcation écologique**

*Chaque jour les petites entreprises meurent faute d'être soutenues par les banques et la finance. A l'inverse, des milliards d'euros sont perdus sans contrôle ni contrepartie industrielle, sociale ou écologique. Finançons enfin l'économie réelle et les PME, pas les multinationales et les actionnaires !*

---

<sup>21</sup> Contre-budget 2019 : <https://lafranceinsoumise.fr/2018/10/15/le-contre-budget-de-la-france-insoumise-pour-2019/>

- Créer un pôle public bancaire notamment par la socialisation de banques généralistes, en vue de financer les entreprises et de mener une politique du crédit sur critères sociaux et écologiques
- Accorder une licence bancaire à la Banque publique d'investissement dans son ensemble (groupe BPI France) pour lui permettre de se financer auprès de la Banque centrale
- Financer l'escompte des PME à taux zéro par le pôle financier public
- Réserver l'avantage fiscal de l'assurance-vie aux fonds investis en France
- Encadrer la sous-traitance et étendre la responsabilité juridique, sociale et écologique des donneurs d'ordre
- Créer un fonds de solidarité interentreprises financé grâce à un barème progressif pour mutualiser la contribution sociale entre petites et grandes entreprises<sup>22</sup>

### **Protéger et généraliser l'économie sociale et solidaire et l'économie collaborative**

*Face à la prédation de la finance et à la dictature des actionnaires, une autre économie est possible ! Elle existe déjà avec des centaines de milliers d'entreprises et des millions d'emplois. Elle doit être développée et renforcée. La révolution numérique peut être un levier pour de nouvelles activités réellement collaboratives. Mais cela suppose de ne pas laisser le champ libre aux multinationales et aux stratégies lucratives ou d'évasion fiscale qui prévalent aujourd'hui.*

- Reconnaître un droit de préemption aux salariés pour former une coopérative en cas de fermeture ou de vente de leur entreprise
- Généraliser l'économie sociale et solidaire, garantir son accès au financement et aux marchés publics
- Encadrer le développement des activités liées à l'économie collaborative pour préserver le caractère de « partage » et d'utilité sociale contre la privatisation, l'évasion fiscale, la concurrence déloyale et stopper «l'uberisation» des activités

### **Empêcher les licenciements dans l'entreprise pour conserver et développer l'emploi**

*Relancer l'économie ne suffira pas à créer des emplois si les logiques financières continuent de dominer et si les actionnaires continuent d'avoir tous les droits dans la gestion des entreprises. Pour que l'activité économique soit créatrice d'emploi, utile écologiquement et socialement, il est indispensable de donner de nouveaux droits aux salariés et à leurs représentants dans les entreprises.*

- Interdire les licenciements boursiers, interdire le versement de dividendes dans les entreprises ayant recours à des licenciements économiques
- Refonder le recours à la rupture conventionnelle pour empêcher les licenciements déguisés
- Garantir les pouvoirs de l'inspection du travail et des instances représentatives de salariés

---

<sup>22</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>

## **Abroger la loi El Khomri et les ordonnances Pénicaud, rétablir la hiérarchie des normes sociales, le principe de faveur et les “Comité d’hygiène, de sécurité et des conditions de travail”**

*Les mouvements sociaux contre la loi El Khomri et les ordonnances Pénicaud ont montré combien les luttes sociale et républicaine sont liées. Elles ont mis fin à la hiérarchie des normes sociales. Désormais, un accord d’entreprise peut s’imposer même si un accord de branche ou la loi sont plus favorables aux salariés. Cela devra être supprimé. C’est la porte ouverte au dumping à l’intérieur d’une même branche entre entreprises et à la régression de tous les droits des salariés. L’accord d’entreprise ne doit primer que s’il est plus favorable aux salariés. Il en va de l’égalité des salariés et de la justice entre les entreprises.*

## **Éradiquer la précarité, respecter les métiers et les travailleurs**

*87% des contrats signés sont aujourd’hui des contrats précaires (CDD). Sans compter les temps partiels contraints, quasi-exclusivement occupés par des femmes, qui ne permettent pas une paye suffisante pour vivre dignement. Cette vision « jetable » des salariés dévalorise le travail, nie les métiers et les savoir-faire. C’est humainement destructeur et économiquement nuisible.*

- Réaffirmer dans les faits le CDI comme norme du contrat de travail
- Instaurer un quota maximum de contrats précaires dans les entreprises privées : pas plus de 10% de contrats précaires dans les PME, pas plus de 5% de contrats précaires dans les grandes entreprises
- Faciliter la requalification en contrat de travail salarié des auto-entrepreneurs à client unique et des collaborateurs exclusifs des plateformes dites collaboratives (Uber, Deliveroo, ...)
- Régulariser les travailleurs sans-papiers pour assurer l’égalité sociale entre travailleurs<sup>23</sup>
- Titulariser tous les précaires des trois fonctions publiques

## **Construire un nouveau statut protecteur pour les travailleurs : la Sécurité sociale intégrale**

*La précarité ne doit pas seulement être stoppée dans l’urgence. Elle doit être éradiquée. La peur du lendemain gangrène tout. Survivre n’est pas vivre. De nombreuses propositions sont sur la table pour construire une nouvelle ère protectrice pour les travailleur-se-s, salarié-e-s et non-salarié-e-s.*

- Assurer la continuité des droits personnels hors du contrat de travail (droit à la formation, ancienneté, etc.)

---

<sup>23</sup> Propositions alternatives au projet de loi sur l’immigration et l’asile, mai 2018 : <https://lafranceinsoumise.fr/2018/05/25/propositions-alternatives-au-projet-de-loi-sur-limmigration-et-lasile/>

- Garantir la continuité du revenu en cas de perte d'emploi ou de retrait d'activité dans le cadre d'une sécurité sociale professionnelle
- Établir le « droit opposable à l'emploi » en faisant de l'État l'employeur en dernier ressort : en cas de chômage de longue durée, l'État doit proposer un emploi au chômeur en lien avec sa qualification, sur une mission d'intérêt général, dans le cadre d'un service public de l'emploi identifiant clairement chacune des missions (conseil et accompagnement ; indemnisation ; orientation et formation professionnelle). Si l'État ne peut pas garantir un tel emploi, l'indemnisation par l'allocation-chômage se poursuit jusqu'à ce qu'un tel emploi soit proposé

### **Donner aux jeunes les moyens de leur autonomie**

*Les jeunes commencent leur vie par un parcours d'obstacles : difficulté à payer leurs études, à trouver un premier emploi ou à accéder à un logement, etc. Les jeunes des classes populaires sont les plus frappés mais ils sont loin d'être les seuls concernés. L'autonomie est un droit, l'État doit la rendre possible !*

- Instaurer une allocation d'autonomie pour les jeunes de 18 à 25 ans, d'une durée de trois ans, sous réserve d'une formation qualifiante et sous condition de ressources<sup>24</sup>
- Instaurer un « contrat jeune » d'une durée de cinq ans, dans le secteur non marchand et public, ouvrant droit à une formation qualifiante en alternance ou à une préparation aux concours de la fonction publique<sup>25</sup>

### **Réduire le temps de travail, travailler moins pour travailler tous**

*Pourquoi tant de gens s'épuisent au travail alors que d'autres s'épuisent à essayer d'en trouver ? Le progrès technique et la productivité des travailleurs français permettent au contraire de travailler tous en travaillant moins. La réduction du temps de travail est un objectif historique particulièrement pertinent en ces temps de révolution technologique. Mais c'est aussi la politique la plus juste, la plus efficace et la moins coûteuse contre le chômage.*

- Généraliser une 6<sup>e</sup> semaine de congés payés pour tous les salariés
- Appliquer réellement et immédiatement les 35h :
  - o Majorer les heures supplémentaires (25% pour les 4 premières et 50% et plus au-delà) et revenir sur les exonérations de cotisation sociales sur ces heures
  - o Revenir sur la flexibilisation, l'annualisation, l'intensification et les horaires fractionnés
  - o Revenir sur le forfait-jour et le limiter aux seuls cadres dirigeants
  - o Revenir sur les élargissements du travail du dimanche
- convoquer une conférence nationale sur le partage du temps de travail, l'impact du progrès technologique et favoriser le passage à la semaine de quatre

<sup>24</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>

<sup>25</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>

jours pour aller vers les 32h et appliquer les 32h pour les salariés en travail de nuit et les métiers pénibles

- Harmoniser les temps sociaux (par jour/semaine/année/vie) : installer des bureaux du temps ayant pour mission l'évaluation de la synchronie des temps sociaux constatés, l'aide à la formulation des demandes pour l'organisation de la réduction des temps de transport emploi-domicile et de bourse d'échange d'emplois

### **Instaurer un salaire maximum autorisé pour les dirigeants d'entreprises**

*Les inégalités ont explosé ces dernières années. Les revenus des dirigeants des grandes entreprises sont chaque fois un peu plus indécents. Que font donc ces gens pour mériter de tels salaires ? N'y a-t-il pas moyen de faire le travail de meilleure façon et pour moins cher ? Bien sûr que si ! Les actionnaires ont montré qu'ils ne voulaient pas limiter les rémunérations des grands patrons. La loi doit donc le faire !*

- Fixer un salaire maximum autorisé pour limiter l'écart de 1 à 20 entre le salaire le plus bas et le salaire le plus haut dans une entreprise
- Interdire les parachutes dorés et les retraites chapeaux
- Supprimer les stock-options

### **Augmenter les salaires**

*Aujourd'hui, un salarié au SMIC gagne à peine plus que le seuil de pauvreté. Et encore, à condition d'avoir un emploi à temps complet et non un temps partiel. C'est inadmissible. Le travail est la source de la création des richesses, les travailleurs doivent obtenir leur dû. Leur dignité et leur droit à l'existence doivent être garantis. L'augmentation du SMIC est une mesure de justice sociale. Mais combinée au protectionnisme solidaire, c'est aussi une mesure efficace de relance écologique de l'activité : c'est permettre aux salariés de consommer des produits de meilleure qualité produits localement.*

- Porter immédiatement le SMIC mensuel à 1400 euros nets pour 35h contre 1219 euros en 2020<sup>26</sup>
- Engager une revalorisation des salaires des fonctionnaires, gelés depuis 2010<sup>27</sup>

### **Abroger la retraite à point si jamais elle venait à être mise en place, restaurer le droit à la retraite à 60 ans, augmenter les petites pensions**

*Si Macron ne renonçait pas à la retraite à point, cela aurait des conséquences terribles pour les Français.e.s. Ils devront travailler toujours plus longtemps, pour atteindre un âge d'équilibre établi à 65 ans et qui reculera avec le temps. Ils subiront une baisse de leurs pensions, puisque la part de la richesse nationale allouée à leur versement diminuera chaque année. L'intérêt du système par point est justement celui-ci : pouvoir réduire chaque année les*

<sup>26</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>

<sup>27</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>

*droits des retraités, discrètement, sans avoir besoin de repasser devant le Parlement. Enfin, la retraite par capitalisation sera encouragée par des avantages fiscaux : les plus riches, qui ne cotiseront plus au-delà de 10 000 euros par mois, risquent d'y avoir recours massivement. Pourtant, l'argent existe pour financer un système de retraite par répartition, augmenter les pensions et rétablir le droit au départ à 60 ans.*

- Restaurer le droit à la retraite à 60 ans à taux plein et fixer la durée de cotisation pour une retraite complète à 40 ans<sup>28</sup>
- Revaloriser les pensions de retraite au niveau du SMIC pour une carrière complète et porter le minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté<sup>29</sup>
- Assurer le financement durable des régimes de retraites solidaires, intergénérationnelles et par répartition. Pour cela, mettre à contribution des revenus financiers des entreprises et les fonds de réserve disponibles, augmenter le volume des cotisations (créations d'emplois, hausse des salaires, recul de la précarité, hausse de l'activité des femmes, ...), porter à 19% le taux de cotisation-vieillesse, soumettre à cotisation l'intéressement, la participation, les stock-options, l'épargne salariale et l'indemnité des élus, ainsi qu'abroger les exonérations fiscales - notamment celles décidées dans le cadre de la loi PACTE - pour les régimes de retraites par capitalisation<sup>30</sup>.

### **Réprimer les inégalités femmes-hommes dans les entreprises**

*L'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas une question morale. Ce n'est pas non plus seulement une question institutionnelle ou sociétale. C'est d'abord une question sociale ! Aujourd'hui encore, à postes et qualifications équivalentes, les femmes sont moins payées que les hommes. Et la maternité reste un « risque » pour la carrière de nombreuses femmes. Cela suffit. Il est plus que temps d'agir et de contraindre ceux qui ne veulent pas de l'égalité !*

- Étendre à toutes les entreprises l'obligation d'adopter un plan ou un accord d'entreprise contre les inégalités de salaires et de carrière entre hommes et femmes, aujourd'hui limitée aux entreprises de plus de 50 salariés
- Augmenter les sanctions financières et pénales contre les entreprises qui ne respectent pas cette égalité pouvant aller jusqu'à l'interdiction d'accès aux marchés publics
- Revaloriser les métiers occupés majoritairement par des femmes (qualifications, grilles salariales...) et agir pour l'égal accès à toutes les formations et à tous les métiers<sup>31</sup>
- Lutter contre le temps partiel contraint qui touche à 80% des femmes
- Favoriser des congés parentaux de durée identique entre les parents

---

<sup>28</sup> Contre-projet de réforme des retraites : <https://lafranceinsoumise.fr/2019/12/17/reforme-des-retraites-contre-projet/>

<sup>29</sup> Contre-projet de réforme des retraites : <https://lafranceinsoumise.fr/2019/12/17/reforme-des-retraites-contre-projet/>

<sup>30</sup> Contre-projet de réforme des retraites : <https://lafranceinsoumise.fr/2019/12/17/reforme-des-retraites-contre-projet/>

<sup>31</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>



## Éradiquer la pauvreté

*9,3 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en France, soit avec moins de 1050 euros par mois. Des centaines de milliers de personnes tentent de survivre avec à peine quelques centaines d'euros par mois. Notre pays et nos villes comptent de nombreuses personnes sans abri abandonnées à elles-mêmes faute d'intervention des pouvoirs publics. Le recul des services publics et la précarisation des conditions de vie ont fait exploser la pauvreté. On ne peut pas vivre heureux dans un océan de malheur. La République doit faire cesser ce scandale !*

- Plan personnalisé contre la pauvreté (PPP) en prenant en compte la situation des personnes dans leur globalité (revenus, état de santé, insertion professionnelle, logement, etc.)
- Créer une « garantie dignité » : revaloriser les minima sociaux (aucun niveau de vie en-dessous du seuil de pauvreté)<sup>32</sup>
- Restructurer les emprunts des ménages surendettés et garantir à tous l'accès effectif aux services bancaires de base
- Atteindre véritablement l'objectif de zéro sans-abri : chacun doit se voir proposer un hébergement d'urgence ou un logement et un accompagnement durable, il est temps de passer de la parole aux actes<sup>33</sup>
- Instaurer la gratuité des quantités d'eau, électricité et gaz nécessaires à une vie digne en commençant par interdire les coupures pour impayés pour les ménages en difficultés financières<sup>34</sup>
- Lutter contre le non-recours aux droits sociaux et civiques par la simplification des démarches et des critères et le retrait de contreparties pour l'attribution du RSA, qui sera de nouveau financé par l'État. Mobiliser les volontaires nationaux pour inscrire ou réinscrire 100 % de la population majeure sur les listes électorales et vérifier ses droits sociaux.

## Garantir le droit effectif au logement

*30 000 enfants vivent sans abri fixe dans notre pays. Près d'un million de personnes n'ont pas de logement personnel, 4 millions sont mal-logées, 12 millions sont menacées d'un problème lié à leur logement. Les loyers s'envolent dans les grandes villes. Le libre-marché et les allègements fiscaux ne permettront pas de régler le problème, au contraire.*

- Interdire les expulsions locatives sans relogement<sup>35</sup>
- Construire 200 000 logements publics par an pendant 5 ans aux normes écologiques<sup>36</sup>

<sup>32</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>

<sup>33</sup> Contre-budget 2020 : <https://lafranceinsoumise.fr/2019/11/12/contre-budget-2020/>

<sup>34</sup> Contre-budget 2020 : <https://lafranceinsoumise.fr/2019/11/12/contre-budget-2020/>

<sup>35</sup> Contre-budget 2020 : <https://lafranceinsoumise.fr/2019/11/12/contre-budget-2020/> et proposition de loi de M. Jean-Luc Mélenchon tendant à rendre effectif le droit au logement, 21 janvier 2020 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2601\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2601_proposition-loi)

<sup>36</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>

- Mettre en place une garantie universelle des loyers pour favoriser l'accès de tous au logement par l'intermédiaire d'une caisse de solidarité alimentée par les bailleurs comme le défend la confédération nationale du logement<sup>37</sup>
- Lancer un plan d'éradication du logement insalubre, de renouvellement urbain et de construction de logements sociaux en renforçant les sanctions des communes trop faiblement dotées en parc social<sup>38</sup>
- Imposer les hautes transactions immobilières par une taxe progressive<sup>39</sup>
- Soutenir les projets d'habitat participatif et coopératif

### **Refuser le chantage à la dette publique**

*L'argent existe pour vivre mieux. La France n'a jamais été aussi riche de son histoire. La dette n'est pas un problème. Son montant est tout à fait supportable une fois ramené à sa durée de vie réelle : plus de 7 ans. Mais la dette a été volontairement placée sur les marchés financiers, au lieu d'être administrée par le Trésor. Ainsi, l'Etat a été volontairement appauvri par des cadeaux fiscaux aux plus fortunés, à la finance et aux grands groupes. Certains ont même gagné deux fois : ils ont pu prêter à l'Etat les impôts épargnés et empocher au passage des intérêts ! Ce chantage et ce rançonnement doivent cesser !*

- Réaliser un audit citoyen de la dette publique pour déterminer la part illégitime et préparer un réaménagement négocié de la dette publique (échelonnement des remboursements, baisse des taux d'intérêts, annulation partielle...)
- Rétablir un circuit public du Trésor où les institutions bancaires ont obligation de déposer leur trésorerie, pour extraire l'Etat des marchés financiers et reprendre le contrôle sur les taux d'intérêt.
- Faire racheter la dette publique par la Banque centrale

### **Faire la révolution fiscale**

*De l'argent il y en a. Mais il est capté par les uns au lieu d'être mis au service de l'intérêt général par l'impôt. Le système fiscal est à bout de souffle : injuste, plein de « niches » et de trous tel un gruyère. Il doit être entièrement refondé sur des bases claires, lisibles, en appliquant le principe de la progressivité qui veut que plus on gagne d'argent, plus on contribue au bien public.*

- Créer une mission parlementaire spéciale pour faire le bilan de toutes les faveurs fiscales décidées au cours des trois décennies passées, se concentrant notamment sur les baisses d'impôts sur les plus riches du quinquennat Macron pour déterminer précisément combien elles ont coûté et à qui elles ont profité

<sup>37</sup> Proposition de loi de M. Jean-Luc Mélenchon tendant à rendre effectif le droit au logement, 21 janvier 2020 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2601\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2601_proposition-loi)

<sup>38</sup> Contre-budget 2020 : <https://lafranceinsoumise.fr/2019/11/12/contre-budget-2020/> et proposition de loi de M. Jean-Luc Mélenchon tendant à rendre effectif le droit au logement, 21 janvier 2020 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2601\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2601_proposition-loi)

<sup>39</sup> Contre-budget 2019 : <https://lafranceinsoumise.fr/2018/10/15/le-contre-budget-de-la-france-insoumise-pour-2019/> et proposition de loi de M. Jean-Luc Mélenchon tendant à rendre effectif le droit au logement, 21 janvier 2020 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2601\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2601_proposition-loi)

- Refonder l'imposition sur les revenus en transformant la CSG et l'impôt sur le revenu actuel en un nouvel impôt citoyen sur les revenus, garantissant les recettes de la Sécurité sociale et de l'État<sup>40</sup>
  - o Supprimer la flat tax et imposer les revenus du capital comme ceux du travail par une assiette large et unifiée
  - o Rendre l'impôt sur les revenus plus progressif avec un barème à 14 tranches contre 5 aujourd'hui : tout le monde doit payer et chacun selon ses moyens réels
  - o Instaurer un revenu maximum autorisé : 100% d'impôt pour la tranche au-dessus de 20 fois le revenu médian soit 430 000 euros de revenus annuels (36 000 euros par mois)
  - o Mettre fin au quotient conjugal, système patriarcal favorisant les inégalités salariales entre les femmes et les hommes
  - o Remplacer l'injuste quotient familial fiscal actuel par un crédit d'impôt par enfant
- Évaluer chacune des niches fiscales et supprimer les niches injustes, inefficaces socialement ou nuisibles écologiquement<sup>41</sup>
- Refonder l'impôt sur les sociétés pour établir l'égalité devant l'impôt entre PME et grands groupes, instaurer un barème progressif, et favoriser l'investissement plutôt que la distribution de dividendes
- Rétablir et renforcer l'impôt de solidarité de fortune (ISF)<sup>42</sup>
- Augmenter les droits de successions sur les gros patrimoines et créer un héritage maximum pour les fortunes les plus importantes (égale au patrimoine des 0,01 % les plus riches soit 33 millions d'euros en 2012)<sup>43</sup>
- Réduire la TVA sur les produits de première nécessité-et réinstaurer une «TVA grand luxe» pour financer ces baisses<sup>44</sup>

## **Terrasser l'évasion et la fraude fiscales**

*La révolution fiscale n'est possible que si on mène en parallèle une lutte sans merci contre les déserteurs fiscaux. La fraude et l'évasion fiscale représentent un manque à gagner de 60 milliards d'euros pour l'Etat ! Il faut aller chercher l'argent là où il est !*

- Mettre en place la taxation différentielle permettant de soumettre chaque citoyen français aux impôts français quel que soit son pays de résidence<sup>45</sup>
- Obliger les entreprises à déclarer leurs résultats pays par pays et taxer les bénéfices des entreprises là où ils sont réalisés<sup>46</sup>

<sup>40</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>

<sup>41</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>

<sup>42</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>

<sup>43</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>

<sup>44</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>

<sup>45</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/> et rapport d'information de M. Éric Coquerel (co-rapporteur) relative à l'impôt universel, 17 septembre 2019 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion\\_fin/115b2246\\_rapport-information](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_fin/115b2246_rapport-information)

<sup>46</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>

- Interdire aux banques françaises toute activité dans les paradis fiscaux en retirant les licences bancaires des établissements utilisant ces méthodes, et agir contre l'évasion fiscale au niveau international, notamment en organisant le blocus des paradis fiscaux<sup>47</sup>
- Renforcer les moyens humains et techniques de l'administration fiscale et des douanes dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale

---

<sup>47</sup> Contre-budget 2018-2022 : <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>

## Chapitre 3 : Face à la crise climatique, la planification écologique

### La bifurcation écologique, enjeu central<sup>48</sup>

*Pour les tenants du système, l'écologie est une question à part. C'est tout l'inverse. L'urgence écologique et climatique est une question fondamentale.<sup>49</sup> En seulement 50 ans, l'empreinte écologique mondiale a quasi triplé. Nous atteignons les "limites planétaires", ce qui menace la survie de l'espèce humaine elle-même. Il est clair qu'écologie et libéralisme sont incompatibles. C'est autour et à partir de cette urgence et des exigences qu'elle implique que doit se penser toute la politique de la Nation. Pour cela, la préoccupation écologique doit être inscrite au sommet de la hiérarchie des normes et conditionner l'action de l'État. Le temps court de la finance et du productivisme saccage tout.<sup>50</sup> Le temps des écosystèmes, c'est le temps long. La reconquête du temps long est la principale exigence. C'est le but de la planification écologique : mettre en cohérence dans le temps et dans l'espace les mesures nécessaires pour faire bifurquer le modèle de production, de consommation et d'échanges, dans tous les secteurs.*

- Inscrire dans la Constitution la règle verte instaurant l'obligation de ne pas prélever ni produire davantage que ce que notre planète peut régénérer ou absorber
- Adopter des lois cadres instaurant une planification écologique et démocratique articulant les niveaux national et locaux
- Octroyer les moyens humains et financiers à l'Etat et ses opérateurs publics pour mener à bien son rôle de planification<sup>51</sup>
- Créer un haut-commissariat à la planification écologique ainsi que des fonctions de délégués à l'échelle des collectivités chargés d'alerter sur les dysfonctionnements

### 100% d'énergies renouvelables en 2050<sup>52</sup>

<sup>48</sup> Proposition de résolution de Mme Danièle Obono et Mme Mathilde Panot déclarant la nécessité d'une bifurcation écologique et solidaire pour aller vers les jours heureux, niche 2020 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2593\\_proposition-resolution](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2593_proposition-resolution)

<sup>49</sup> Proposition de résolution par M. Jean-Luc Mélenchon déclarant l'état d'urgence climatique et écologique, 14 mai 2019. [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1943\\_proposition-resolution](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1943_proposition-resolution)

<sup>50</sup> Article de Mme Mathilde Panot et de M. Loïc Prud'homme, "Au cœur des insurrections populaires mondiales : l'écologie »,

3 décembre 2019, Reporterre. <https://reporterre.net/Au-coeur-des-insurrections-populaires-mondiales-l-ecologie>

<sup>51</sup> Plusieurs éléments sur les moyens octroyés à l'Etat et ses opérateurs :

- Rapports de M. Éric Coquerel, rapporteur spécial sur le projet de loi de finances pour 2018, 2019 et 2020 : (n°235) du 12 octobre 2017, (n°1255) du 11 octobre 2018, (n°2272) du 10 octobre 2019
- Avis de Mme Mathilde Panot au nom de la Commission Développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255), tome III - Politiques de développement durable, 3 octobre 2018 [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion-dvp/115b1285-tiii\\_rapport-avis](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion-dvp/115b1285-tiii_rapport-avis)

<sup>52</sup> Plusieurs éléments sur le nucléaire et les énergies renouvelables :

- Campagne pour la sortie du nucléaire et pour la promotion des énergies renouvelables avec votation citoyenne sur le nucléaire en mars 2018 <https://lafranceinsoumise.fr/nos-campagnes/campagne-sortie-nucleaire/>
- Tribune de Mme Mathilde Panot, Le nucléaire n'est pas une énergie démocratique, 16 mars 2018, Reporterre. <https://reporterre.net/Le-nucleaire-n-est-pas-une-energie-democratique>
- Proposition de loi de Mme Mathilde Panot pour la sortie du nucléaire et le développement des énergies renouvelables issue de l'Atelier des lois de la France Insoumise, 30 novembre 2018

*Le changement climatique impose de sortir des énergies émettrices de gaz à effets de serre et donc polluantes. Le nucléaire n'est pas non plus une solution d'avenir. Il ne règle aucune question : ni l'indépendance d'approvisionnement, ni la sûreté des installations très exposées aux bouleversements climatiques, ni la gestion des déchets, ni les coûts financiers. Il faut donc sortir des deux à la fois. C'est un horizon technique et humain enthousiasmant. Plusieurs études (Negawatt, Ademe...) ont montré que c'est possible d'ici 2050. Il ne manque que la volonté politique. Nous l'avons.*

- Adopter un plan de transition énergétique vers le 100% énergies renouvelables avec un double axe sobriété/efficacité énergétique :
  - o développer l'ensemble des énergies renouvelables
  - o sortir des énergies carbonées en commençant par l'arrêt des subventions, y compris à l'étranger, aux énergies fossiles et de toute exploration et exploitation de gaz et pétrole de schiste et de houille
  - o stopper la privatisation des barrages hydroélectriques
  - o sortir du nucléaire :
- Planifier le démantèlement de la centrale de Fessenheim en garantissant l'emploi des salariés et leur formation afin d'en faire un site pilote du démantèlement et développer les énergies renouvelables
- Abandonner l'opération du grand carénage visant à prolonger la vie des centrales nucléaires au-delà de 40 ans
- Abandonner les projets d'EPR (Flamanville et Hinkley Point), d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure<sup>53</sup>
- Rendre publiques les données sur l'enfouissement des déchets nucléaires depuis 60 ans et informer sur les dangers sanitaires avérés et/ou éventuels
- Créer un pôle public de l'énergie pour mener une politique cohérente en renationalisant EDF et Engie (ex-GDF) en lien avec des coopératives locales de production et consommation d'énergies renouvelables et favorisant l'autoproduction et le partage des excédents
- Revenir sur la libéralisation du marché de l'électricité, abroger la loi NOME ainsi que les dispositions de dérégulation du gaz et de l'électricité de la loi du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat

---

<https://lafranceinsoumise.fr/2018/11/30/proposition-de-loi-pour-la-sortie-du-nucleaire-et-le-developpement-des-energies-renouvelables/>

- Proposition de résolution de M. Bastien Lachaud tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'existence, au fonctionnement et à l'avenir de la « filière nucléaire » française, 2 décembre 2019. [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2456\\_proposition-resolution-europeene](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2456_proposition-resolution-europeene)

<sup>53</sup> Contre le projet Cigéo à Bure :

- "Avec Bure, nous sommes toutes et tous des malfaiteurs !", co-signée par plusieurs députés du groupe LFI, 25 juin 2018, Reporterre. <https://reporterre.net/Avec-Bure-nous-sommes-toutes-et-tous-des-malfaiteurs>
- "A Bure, scandale d'Etat, il faut mettre fin aux contrôles judiciaires", 27 novembre 2018, co-signée par plusieurs députés du groupe LFI. <https://reporterre.net/A-Bure-scandale-d-Etat-il-faut-mettre-fin-aux-controles-judiciaires>

## Plan de rénovation écologique de tout le bâti

*Le bâti est un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre et le secteur de la construction génère la majorité des déchets. Les logements “passoires thermiques” restent trop nombreux, pénalisant financièrement ceux qui les occupent (propriétaires et locataires). Les dispositifs existants ne sont pas assez efficaces : trop dispersés, trop dépendants de l’action individuelle des propriétaires. Un véritable plan doit être mis en place pour changer d’ampleur et de résultats.*

- Assurer l’isolation d’au moins 700 000 logements par an
- Renforcer les programmes locaux de détection des passoires énergétiques, avec davantage de moyens humains et financiers
- Mettre fin aux situations de précarité énergétique que subissent 7 millions de personnes en privilégiant les rénovations complètes et en interdisant immédiatement la location des passoires thermiques<sup>54</sup>
- Former, labelliser et coordonner les professionnels de la rénovation énergétique afin d’imposer une obligation de résultats
- Mettre en place un « guichet unique » regroupant les demandes de financement, l’évaluation des besoins, la coordination des professionnels nécessaires pour organiser la rénovation par les propriétaires individuels
- Développer la construction Bois Terre Paille pour réduire l’impact écologique et climatique du secteur<sup>55</sup>

## Développer les transports publics écologiques et repenser la mobilité individuelle

*Avec le bâti, les transports sont très émetteurs de gaz à effet de serre. Et rien n’est fait pour améliorer cela. Les précédents gouvernements ont abandonné le transport ferroviaire au profit de la route (camions, bus « Macron »...). La libéralisation générale (ferroviaire, portuaire...) laissant libre-cours au marché empêche toute politique de bifurcation écologique ambitieuse.*

- Développer le transport ferroviaire<sup>56</sup>
  - o Refuser la mise en concurrence du transport ferroviaire de marchandises : adopter un plan de développement du ferroutage et de report modal pour réduire le

---

<sup>54</sup> Plusieurs éléments sur le bâti :

- Proposition de résolution de Mme Mathilde Panot invitant le Gouvernement à engager un plan d’urgence de prévention et de lutte contre les punaises de lit, 22 novembre 2019. [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2438\\_proposition-resolution-europeene](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2438_proposition-resolution-europeene)
- Point n°7 “Un vrai service public de la performance énergétique” du contre-budget 2020 <https://lafranceinsoumise.fr/2019/11/12/contre-budget-2020/>

<sup>55</sup> Tribune dans le JDD de Mme Mathilde Panot et de M. Michel Philippo “Rendre plus écologique le secteur du BTP”, 15 février 2020

<sup>56</sup> Plusieurs éléments sur le transport ferroviaire :

- Proposition de loi de M. François Ruffin visant à remplacer les vols intérieurs par le train (quand c’est possible...) 5 juin 2019. [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2005\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2005_proposition-loi)
- Contre budget 2020, point n°3 “1000km de train pour toutes et tous !” <https://lafranceinsoumise.fr/2019/11/12/contre-budget-2020/>

- transport routier de marchandises et permettre le développement des ports français, sauver la ligne Perpignan-Rungis et abandonner la LGV Lyon-Turin
- o Refuser la mise en concurrence du transport ferroviaire de voyageurs : bloquer l'ouverture à la concurrence des TER d'ici 2023, remettre en cause la libéralisation du transport en abrogeant la loi du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire accentuant l'ouverture à la concurrence du réseau ferroviaire et de la SNCF et les dispositions de la loi du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ouvrant à la concurrence la RATP
- o Revenir sur la loi Macron et l'autorisation du cabotage par autocar : les liaisons par autocar doivent être autorisées seulement là où il n'y a pas de lignes TER et non en concurrence avec elles
- o Refuser la suppression des "petites lignes" ferroviaires (UIC 7 à 9)
- Nationaliser les autoroutes<sup>57</sup> et les aéroports stratégiques
- Repenser la mobilité individuelle
  - o Engager en priorité la sortie du diesel en commençant par supprimer progressivement l'avantage fiscal pour les flottes d'entreprises<sup>58</sup>
  - o Développer les usages partagés de la voiture (autopartage, covoiturage courte et longue distances) et les mobilités douces (notamment les voies et places de parkings pour développer l'usage du vélo<sup>59</sup>)
  - o Développer les véhicules électriques pour les flottes captives
- Développer le cabotage maritime entre les ports français et le transport fluvial

### **Pénaliser les transports sur longue distance pour relocaliser les productions**

*C'est le règne du déménagement permanent des marchandises. Les chaînes de production et les lieux de consommation sont de plus en plus éloignés, accentuant le poids des importations et donc augmentant les émissions de gaz à effet de serre. L'urgence est à relocaliser les productions au plus près des lieux de vie. Le protectionnisme solidaire doit s'accompagner d'une politique qui pénalise les transports de longue distance, notamment routiers.*

- Introduire une contribution carbone sur le transport de marchandises

---

<sup>57</sup> Proposition de résolution de M. Bastien Lachaud tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la concession de l'exploitation des autoroutes à des prestataires privés et aux relations de l'État avec ceux-ci, 16 janvier 2019. [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1575\\_proposition-resolution-europeene](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1575_proposition-resolution-europeene)

<sup>58</sup> Au sujet de l'épisode Taxe Carbone :

- Tribune de Mme Clémentine Autain "Taxe sur le carburant : l'injustice sociale ne fait pas une politique écologique", 11 juillet 2018, Reporterre; <https://reporterre.net/Taxe-sur-le-carburant-l-injustice-sociale-ne-fait-pas-une-politique-ecologique>
- "Pour une écologie populaire, nous bloquerons les routes contre la hausse des carburants", co-signée par plusieurs députés et membres de La France insoumise, 15 novembre 2018, *Libération*. [https://www.liberation.fr/debats/2018/11/15/pour-une-ecologie-populaire-nous-bloquerons-les-routes-contre-la-hausse-des-carburants\\_1692181](https://www.liberation.fr/debats/2018/11/15/pour-une-ecologie-populaire-nous-bloquerons-les-routes-contre-la-hausse-des-carburants_1692181)

<sup>59</sup> "La France a besoin d'un grand plan vélo", tribune co-signée par plusieurs députés LFI, JDD, 21 avril 2018. <https://www.lejdd.fr/Politique/la-france-a-besoin-dun-grand-plan-velo-3632420>



- Instaurer une taxe kilométrique aux frontières de la France pour intégrer le coût écologique dans les produits, qui dépend notamment de la distance parcourue par les produits importés
- Supprimer les niches fiscales polluantes, dont celle bénéficiant au kérosène aérien<sup>60</sup>
- Privilégier systématiquement les circuits courts et les productions locales dans la commande publique (alimentation, fournitures, etc.) et les rendre obligatoires pour les cantines scolaires

## Consommer autrement

*Le système actuel est absurde : il prive d'eau les personnes qui ne peuvent payer et ne pénalise pas le mésusage de ceux qui peuvent. Changeons de logique : imposons la gratuité des quantités d'eau et d'énergie nécessaires à une vie digne et sanctionnons les gaspillages. Globalement, nous devons sortir du cercle vicieux "produire plus, pour consommer plus, pour produire plus, etc". En application de la règle verte : luttons contre l'obsolescence programmée et préservons les ressources naturelles.*

- Garantir la gratuité d'accès à l'énergie et à l'eau et instaurer la tarification progressive pour pénaliser les mésusages<sup>61</sup>
- Abolir l'obsolescence programmée des biens de consommation par un allongement des durées de garanties légales des produits
- Faire reculer la publicité dans l'espace public<sup>62</sup>
- Soutenir la création de coopératives de consommation en lien direct avec les producteurs

<sup>60</sup> Contre-budget 2019 contre les inégalités et pour l'intérêt général et le climat, incluant la fiscalité écologique <https://lafranceinsoumise.fr/2018/10/15/le-contre-budget-de-la-france-insoumise-pour-2019/>

<sup>61</sup> Plusieurs éléments sur l'eau :

- Proposition de loi constitutionnelle de M. Bastien Lachaud visant à faire de l'accès à l'eau un droit inaliénable, 14 décembre 2017. [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b0498\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b0498_proposition-loi)
- Rapport dans le cadre de la mission d'information sur la ressource en eau dont M. Loïc Prud'homme est vice-président, 21 juin 2018 [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/mieau/115b1101\\_rapport-information](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/mieau/115b1101_rapport-information)
- Proposition de résolution de M. Jean-Hugues Ratenon tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'accès à l'eau potable, sa qualité et ses effets sur la santé en Outre-mer, 18 décembre 2018, [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1510\\_proposition-resolution-europeene](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1510_proposition-resolution-europeene)
- Contre budget 2020, point n°10 "Faire de l'accès à l'eau un droit" <https://lafranceinsoumise.fr/2019/11/12/contre-budget-2020/>

<sup>62</sup> Contre la publicité :

- Proposition de loi de M. François Ruffin pour interdire les écrans publicitaires numériques dans les lieux publics, 6 novembre 2019. [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2392\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2392_proposition-loi)
- L'appel de 160 personnalités à dire "stop aux écrans vidéo publicitaires" signé par tous les députés LFI, JDD, 29 février 2020. <https://www.lejdd.fr/Societe/tribune-lappel-de-160-personnalites-a-dire-stop-aux-ecrans-video-publicitaires-3952433>

- Mieux manger : imposer l'objectif d'une alimentation 100% biologique et locale dans la restauration collective et réduire la part des protéines carnées dans l'alimentation au profit des protéines végétales<sup>63</sup>

### **Une France « 0 déchet »**

*Le tiers des aliments produits est jeté alors que tant de personnes n'arrivent pas à se nourrir correctement. Un nouveau continent s'est formé, fait de déchets plastiques flottants ! La planète croule sous les objets et sous les déchets. L'ère du tout-jetable doit cesser. Un bon déchet est celui qui n'est pas produit. Plusieurs villes du monde sont engagées dans des démarches visant à éliminer les déchets. La France peut et doit montrer l'exemple.*

- Lutter contre le suremballage, le gaspillage (notamment alimentaire) et refuser le « tout jetable » principalement plastique, interdire d'urgence les plastiques à usage unique
- Rendre obligatoire (dans cet ordre de priorité) le recyclage, le compostage ou l'incinération avec récupération de l'énergie produite pour tous les déchets, généraliser les consignes dans les commerces
- Soutenir toutes les initiatives s'appuyant sur la réutilisation des matériaux (ressourceries, ...) et développer les filières scolaires et universitaires professionnelles dans le secteur

### **Sauver l'écosystème et la biodiversité**

*L'activité humaine est en train de provoquer une sixième grande extinction de masse. La biodiversité recule sous les coups du changement climatique, des pollutions, du braconnage, de la déforestation, etc. La vie sauvage décline à un rythme qui n'a jamais été aussi rapide, les habitats naturels sont dégradés. La lutte pour la préservation de cette biodiversité passe évidemment par une action vigoureuse au niveau international pour lutter contre ces causes. Mais elle passe aussi par des actes nationaux et locaux. En somme, chacun doit apprendre à protéger la nature et la biodiversité.*

- Refuser la brevetabilité du vivant à tous les niveaux, lutter contre la biopiraterie, refuser les OGM
- Mettre fin aux accords commerciaux internationaux climaticides (UE-Mercosur, Ceta, Jefta, etc.)<sup>64</sup>

---

<sup>63</sup> Proposition de loi de Mme Clémentine Autain pour des cantines vertueuses, 21 janvier 2020.

[http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2597\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2597_proposition-loi)

<sup>64</sup> Contre les traités de libre-échange :

- Proposition de résolution de Mme Mathilde Panot, Mme Clémentine Autain, Mme Bénédicte Taurine sur l'importance démocratique de l'utilisation de la voie référendaire pour la ratification du traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, 14 décembre 2017. <https://lafranceinsoumise.fr/app/uploads/2018/01/CETA.pdf>
- "La France doit refuser l'accord de libre-échange UE-Mercosur", 27 juillet 2019, Libération.

- Bannir les pesticides, en commençant par une interdiction immédiate des plus dangereux (glyphosate<sup>65</sup>, chlordécone<sup>66</sup>, néonicotinoïdes<sup>67</sup>, etc.), instaurer des zones-tampons pour protéger les habitations<sup>68</sup>
- Gérer durablement l'eau, bien commun essentiel à toute forme de vie ; lancer des programmes de dépollution des cours d'eau et océans<sup>69</sup>, favoriser la création de régies publiques de l'eau au niveau local pour une gestion démocratique
- Sanctuariser le foncier agricole et naturel et lutter contre l'artificialisation des sols<sup>70</sup>
- Généraliser les fermes pédagogiques pour la sensibilisation à cause écologique et l'éveil à la Nature
- Éradiquer la maltraitance envers les animaux<sup>71</sup>

## Souveraineté alimentaire et révolution agricole : pour une agriculture écologique et paysanne<sup>72</sup>

*L'agro-business détruit tout : les écosystèmes, la santé des consommateurs et celle des paysans. Les maux sont connus : pesticides chimiques, gigantisme agricole, ultra-*

---

[https://www.liberation.fr/debats/2019/07/27/la-france-doit-refuser-l-accord-de-libre-echange-ue-mercosur\\_1742315](https://www.liberation.fr/debats/2019/07/27/la-france-doit-refuser-l-accord-de-libre-echange-ue-mercosur_1742315)

- "Le CETA ne peut être appliqué sans la consultation du Parlement !", tribune de 110 députés co-signée par plusieurs LFI, 17 décembre 2019, Marianne.

<https://www.marianne.net/debattons/tribunes/le-ceta-ne-peut-etre-applique-sans-la-consultation-du-parlement-110-deputes>

<sup>65</sup> Proposition de loi de Mme Bénédicte Taurine demandant l'interdiction du glyphosate, 9 janvier 2019. [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1560\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1560_proposition-loi)

<sup>66</sup> Proposition de résolution de M. Jean-Luc Mélenchon tendant à la création d'une commission d'enquête sur le scandale humain, sanitaire et écologique du chlordécone dans les Antilles françaises, 2 octobre 2018.

[http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1267\\_proposition-resolution-europeene](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1267_proposition-resolution-europeene)

<sup>67</sup> Comité de soutien des élus à l'abeille et aux apiculteurs, tribune signée par M. Loïc Prud'homme, 27 mars 2018 [https://www.unaf-apiculture.info/IMG/pdf/dossierdeprese\\_comiteelusabeilles\\_27032017.pdf](https://www.unaf-apiculture.info/IMG/pdf/dossierdeprese_comiteelusabeilles_27032017.pdf)

<sup>68</sup> Proposition de loi de M. Loïc Prud'homme protégeant la population des pesticides par l'instauration d'une zone tampon, 13 juin 2018.

[http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1069\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1069_proposition-loi)

<sup>69</sup> Rapport d'information de M. Jean-Luc Mélenchon (co-rapporteur), « Mers et océans : quelle stratégie pour la France ? », 19 juin 2019 ([http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion\\_afetr/115b2042\\_rapport-information](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_afetr/115b2042_rapport-information))

<sup>70</sup> Tribune de Mme Mathilde Panot et M. Loïc Prudhomme "Remise en cause de la loi littoral : encore un cadeau de Macron aux riches" *Marianne*, 31 mai 2018

<sup>71</sup> Plusieurs éléments contre la maltraitance animale :

- Proposition de loi de M. Michel Larive visant à interdire l'accès aux courses de taureaux aux mineurs de moins de quatorze ans, 21 mars 2018. [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b0804\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b0804_proposition-loi)
- Proposition de loi de M. Bastien Lachaud relative à l'interdiction de la chasse à courre, 31 janvier 2018. [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b0618\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b0618_proposition-loi)
- Tribune de M. Jean-Luc Mélenchon et M. Michel Larive "Chasse à courre et répression", *Mediapart*. 3 juin 2018, <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/060318/chasse-courre-et-repression>
- Proposition de loi de M. Ugo Bernalicis visant à la protection effective des lanceuses et des lanceurs d'alerte, 21 janvier 2020. [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2600\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2600_proposition-loi)

<sup>72</sup> "Pour une Journée mondiale de l'élevage paysan et des animaux de ferme", co-signée par plusieurs députés et membres de la France insoumise, 20 février 2019, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/02/20/pour-une-journee-mondiale-de-l-elevage-paysan-et-des-animaux-de-ferme\\_5425864\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/02/20/pour-une-journee-mondiale-de-l-elevage-paysan-et-des-animaux-de-ferme_5425864_3232.html)

*spécialisation et soumissions au libre marché. À terme, ce système met à mal notre capacité à nourrir l'Humanité. On peut faire autrement : produire mieux pour se nourrir tous et mieux !<sup>73</sup>*

- Engager la réforme agraire pour faciliter l'installation des jeunes agriculteurs en limitant la concentration des terres et la course à l'agrandissement et créer 300 000 emplois agricoles grâce à des prix rémunérateurs et une refonte de la PAC<sup>74</sup>
- Stopper les projets de fermes-usines
- Développer l'agriculture biologique, proscrire les pesticides chimiques, instaurer une agriculture diversifiée et écologique (polyculture-élevage, permaculture, etc.) et promouvoir les arbres fruitiers dans les espaces publics<sup>75</sup>
- Imposer les circuits courts, la vente directe, la transformation sur place pour relocaliser l'agriculture
- Plafonner les marges de la grande distribution par un coefficient multiplicateur limité pour garantir des prix rémunérateurs aux producteurs et interdire les ventes à perte pour les agriculteurs

### **Organiser et aménager le territoire par la démocratie et les services publics<sup>76</sup>**

*Quelques métropoles reliées entre elles par le TGV et tant pis pour le reste du pays. C'est la ligne appliquée en matière d'aménagement du territoire depuis des années. Bilan : des territoires ruraux et des petites villes abandonnés, des métropoles éclatées entre ghetto de riches et quartiers pauvres. Les gilets jaunes ont jailli de cette démesure inégalitaire. Remettons de l'ordre et de la justice dans l'organisation du pays.*

- Renoncer définitivement aux grands projets inutiles et imposés tels que le GCO Strasbourg, EuropaCity, etc.<sup>77</sup>
- Inverser la logique des métropoles et des méga-régions : plutôt que la compétition entre territoires, la coopération et l'entraide de l'Etat aux communes

---

<sup>73</sup> Plusieurs éléments sur l'alimentation :

- Proposition de résolution de M. Jean-Luc Mélenchon tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'alimentation industrielle : qualité nutritionnelle, rôle dans l'émergence de pathologies chroniques, impact social et environnemental de sa provenance, 21 février 2018 [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b0716\\_proposition-resolution-europeene](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b0716_proposition-resolution-europeene)
- Proposition de loi de M. Loïc Prud'homme visant à protéger la population des dangers de la malbouffe, 9 janvier 2019 [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1561\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1561_proposition-loi)
- Rapport de M. Loïc Prud'homme sur la proposition de loi de M. Loïc Prud'homme et plusieurs de ses collègues visant à protéger la population des dangers de la malbouffe, 13 février 2019. [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion-soc/115b1675\\_rapport-fond](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion-soc/115b1675_rapport-fond)
- "La malbouffe, une urgence politique", signée par Loïc Prud'homme, 9 novembre 2019, Libération. [https://www.liberation.fr/debats/2019/11/09/la-malbouffe-une-urgence-politique\\_1762371](https://www.liberation.fr/debats/2019/11/09/la-malbouffe-une-urgence-politique_1762371)

<sup>74</sup> "Pour que l'agriculture change vraiment, il faut renforcer l'enseignement agricole public", tribune co-signée par plusieurs membre de La France insoumise, 12 avril 2019. [https://www.liberation.fr/debats/2019/04/12/pour-que-l-agriculture-change-vraiment-il-faut-renforcer-l-enseignement-agricole-public\\_1720801](https://www.liberation.fr/debats/2019/04/12/pour-que-l-agriculture-change-vraiment-il-faut-renforcer-l-enseignement-agricole-public_1720801)

<sup>75</sup> Proposition de loi de M. Loïc Prud'homme pour la libre utilisation des semences relevant du domaine public, 2 juillet 2019. [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2091\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2091_proposition-loi)

<sup>76</sup> Tribune de Mme Mathilde Panot et M. Loïc Prudhomme pour une écologie populaire: fin du monde, fin du mois, mêmes responsables et même combat, *Mediapart*, 5 mars 2019.

<sup>77</sup> Proposition de résolution de M. Jean-Hugues Ratenon tendant à la création d'une commission d'enquête sur la nouvelle route du littoral à La Réunion, 13 novembre 2019. [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2413\\_proposition-resolution-europeene](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2413_proposition-resolution-europeene)

- Stopper l'étalement urbain en incitant au rapprochement entre bassins de vie et bassins d'emploi
- Défendre et reconstruire le maillage de transports en commun et de services publics sur tout le territoire, notamment dans les départements ruraux, les quartiers populaires et les outre-mers

### **Exploiter durablement la forêt française<sup>78</sup>**

*La France possède l'une des plus importantes forêts d'Europe. Mais nous importons chaque année du bois pour construire des meubles ou des maisons ! Pire, la forêt française est progressivement abandonnée à la finance. Elle est en train d'être industrialisée, comme l'agriculture avant elle. Ce joyau mérite une autre politique, écologiquement soutenable et utile pour construire une filière bois créatrice d'emplois locaux. Elle est notre bien commun, essentiel dans la lutte contre le réchauffement climatique et la préservation de la biodiversité.*

- S'opposer à la marchandisation et à l'industrialisation de la forêt française
- Refuser la privatisation de la forêt publique et garantir les moyens de l'Office National des Forêts
- Développer la filière bois française pour permettre une exploitation forestière respectueuse du rythme des forêts et de la biodiversité, répondant aux besoins (chauffage, ameublement, construction, etc.), créatrice d'emplois locaux
- Soutenir par la commande publique le développement des constructions en bois issus des forêts françaises

---

<sup>78</sup> Sur les forêts :

- Commission d'enquête citoyenne et transpartisane « Forêts biens communs » porté par Mme Mathilde Panot, lancée le 24 septembre 2019 <https://lafranceinsoumise.fr/2019/09/24/conference-de-presse-forets-biens-communs/>
- Tribune de la commission d'enquête "La forêt est un bien commun, pas une entreprise", co-signé par plusieurs députés de la France insoumise, 28 février 2020 Reporterre <https://reporterre.net/La-foret-est-un-bien-commun-pas-une-entreprise>

## Chapitre 4 : Face à la crise européenne, sortir des traités européens

*L'Europe de nos rêves est morte. L'Union actuelle est seulement un marché unique et les peuples sont soumis à la dictature des banques et de la finance. Comment stopper ce cauchemar ?*

*Nous devons sortir des traités européens qui nous font obligation de mener des politiques d'austérité, d'abolir l'action de l'État et les investissements publics et nous empêchent ainsi de préparer la grande bifurcation écologique. Tout cela au prétexte d'une dette dont tout le monde sait qu'elle ne peut être payée dans aucun pays.*

*Notre indépendance d'action et la souveraineté de nos décisions ne doivent donc plus être abandonnées aux obsessions idéologiques de la Commission européenne ni à la superbe du gouvernement allemand.*

### **Prendre les mesures immédiates et unilatérales de sauvegarde des intérêts de la Nation et d'application de notre projet**

*Notre programme n'est pas compatible avec les règles des traités européens qui imposent l'austérité budgétaire, le libre-échange et la destruction des services publics. En effet, la Commission européenne présidée par Ursula von der Leyen, ancienne ministre d'Angela Merkel condamne notre avenir : elle déclare vouloir faire de l'Europe le premier continent climatiquement neutre d'ici 2050 via son Pacte vert européen. Mais dans les faits, la Commission s'en remet au marché carbone, soutient le gaz tous azimuts et fixe des objectifs de gaz à effet de serre incompatibles avec l'Accord de Paris. Pire, la Commission continue de conclure des accords de libre-échange à tout va : avec le Vietnam, le Mercosur, la Chine et les États-Unis. Les règles des traités européens et les politiques européennes ne nous permettent pas de répondre à l'urgence écologique et sociale. Pour appliquer notre programme, il nous faudra donc désobéir à la Commission et déchirer les traités dès notre arrivée au pouvoir, par des mesures de sauvegarde de la souveraineté du peuple français.*

- S'exonérer du pacte de stabilité et des règles européennes encadrant les déficits et dénoncer le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG)<sup>79</sup>
- Cesser d'appliquer unilatéralement la directive sur le détachement de travailleurs<sup>80</sup> en France : la législation nationale doit s'appliquer totalement y compris concernant les cotisations sociales patronales et salariales
- Refuser les régressions du droit européen sur les questions sociales et écologiques par rapport au droit national

---

<sup>79</sup> Tribune "Nous déclarons la mort du traité de l'austérité", co-signé par M. Jean-Luc Mélenchon, M. Younous Omarje et M. Emmanuel Maurel, *Marianne*, 5 mai 2019 (<https://www.marianne.net/debattons/tribunes/nous-declarons-la-mort-du-traite-de-l-austerite>)

<sup>80</sup> Proposition de loi de M. Jean-Luc Mélenchon pour l'interdiction du régime européen de travail détaché sur le territoire national, niche 2019 :

[http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/l15b1563\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/l15b1563_proposition-loi)

- Refuser les traités de libre-échange : refuser la ratification du CETA avec le Canada, accord de partenariat avec le Royaume-Uni, le traité entre l'UE et le Mercosur , JEFTA avec le Japon, les négociations en cours pour des accords avec la Chine et les États-Unis d'Amérique
- Stopper la libéralisation et la privatisation de services publics (barrages hydroélectriques, transport ferroviaire intérieur grandes lignes et TER, etc.)
- Encadrer les mouvements de capitaux pour éviter l'évasion fiscale et les attaques spéculatives contre la France
- Sortir de l'impasse Schengen et Frontex : refonder la politique européenne de contrôle des frontières extérieures, mettre fin aux règlements de Dublin, mettre en place des règles d'harmonisation du système d'asile et refuser le principe de « pays tiers sûrs »

### **Négocier un accord d'association avec le Royaume-Uni respectueux de la souveraineté des peuples et de nos normes fiscales, sociales et environnementales**

Suite à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne nous devons négocier un nouveau partenariat avec le Royaume-Uni. Nous refuserons tout accord qui se réduirait à être un nouvel accord de libre-échange consacrant les tribunaux d'arbitrage et organisant le dumping fiscal, social et environnemental. La frontière du Royaume-Uni n'est pas dans le Pas-de-Calais : nous dénoncerons les accords du Touquet.

#### **Plan A : Proposer une refondation démocratique, sociale et écologique des traités européens par la négociation**

*L'UE est en voie de dislocation. Elle n'a pas voulu écouter les refus des peuples depuis le référendum français de 2005. Pire elle poursuit sa course folle en négociant une nouvelle vague d'adhésion et en se préparant à organiser une Conférence sur l'avenir de l'Europe, identique à celle présidée par Giscard et qui avait rédigé le Traité constitutionnel européen. La sortie des traités européens actuels s'impose donc plus que jamais. Ce sera nécessairement un rapport de force, notamment avec le gouvernement allemand. Nous proposons donc une stratégie de gouvernement en deux temps avec un plan A et un plan B en cas d'échec du plan A. Le plan A, c'est la sortie concertée des traités européens par l'abandon des règles existantes pour tous les pays qui le souhaitent et la négociation d'autres règles. Le plan B, c'est la sortie des traités européens unilatérale par la France pour proposer d'autres coopérations. L'UE, on la change ou on la quitte. Le mandat de négociation de ces plans sera soumis au préalable à l'Assemblée nationale. La validation de ce processus passera nécessairement par une décision du peuple français par référendum.*

Nous voulons notamment :

- Abandonner le traité budgétaire européen et la surveillance de la Commission sur les budgets nationaux<sup>81</sup>
- Mettre fin à l'indépendance de la Banque centrale européenne, modifier ses missions et statuts, autoriser le rachat de la dette publique directement aux États, interdire à la BCE de couper les liquidités à un État-membre
- Dévaluer l'euro pour revenir à la parité initiale avec le dollar
- Organiser une conférence européenne sur les dettes souveraines débouchant sur des moratoires, une baisse de taux d'intérêts, des rééchelonnements et annulations partielles.<sup>82</sup>
- Arrêter la libéralisation des services publics (rail, énergie, telecoms, ...)
- Mettre en place un protectionnisme solidaire : instauration d'une taxe carbone aux frontières de l'UE, surtaxation des importations en provenance de pays ne respectant pas les conventions de l'Organisation Internationale du Travail<sup>83</sup>, arrêt de la libre circulation des capitaux et des marchandises entre l'UE et les pays tiers, arrêt des politiques de libre-échange climaticides qui ruinent les économies en développement et détruisent l'industrie européenne, autorisation des aides d'État aux secteurs stratégiques
- Mettre fin au dumping à l'intérieur de l'UE par une politique volontariste et rapide d'harmonisation sociale et fiscale par le haut dans toute l'UE avec inscription d'une clause de non-régression des droits sociaux
- Refonder la politique agricole commune pour garantir l'autosuffisance alimentaire, la relocalisation et l'agriculture écologique et paysanne
- Mettre en œuvre la bifurcation écologique en abandonnant le marché carbone, en organisant la règle verte et la planification écologique européenne, en mettant en œuvre une véritable politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre avec des critères
- Faire appliquer le principe de laïcité aux institutions de l'Union européenne, refuser l'expression de chefs religieux dans les institutions, le financement d'organisations religieuses avec des fonds européens, et le « dialogue avec les Églises » prévu par le traité de Lisbonne<sup>84</sup>
- Appliquer la clause de l'européenne la plus favorisée<sup>85</sup>

---

<sup>81</sup> Tribune "Nous déclarons la mort du traité de l'austérité", co-signé par M. Jean-Luc Mélenchon, M. Younous Omarje et M. Emmanuel Maurel, *Marianne*, 5 mai 2019 (<https://www.marianne.net/debattons/tribunes/nous-declarons-la-mort-du-traite-de-l-austerite>)

<sup>82</sup> Tribune "Nous déclarons la mort du traité de l'austérité", co-signé par M. Jean-Luc Mélenchon, M. Younous Omarje et M. Emmanuel Maurel, *Marianne*, 5 mai 2019 (<https://www.marianne.net/debattons/tribunes/nous-declarons-la-mort-du-traite-de-l-austerite>)

<sup>83</sup> "L'Avenir en commun, en Europe aussi" (<https://lafranceinsoumise.fr/actualites/elections-europeennes/lavenir-en-commun-en-europe-aussi/>)

<sup>84</sup> "L'Avenir en commun, en Europe aussi" (<https://lafranceinsoumise.fr/actualites/elections-europeennes/lavenir-en-commun-en-europe-aussi/>) / "Défendre la laïcité en France et en Europe"

<sup>85</sup> Tribune de M. Jean-Luc Mélenchon « Sortez des traités, stupides ! », *Libération*, 10 mars 2019 ([https://www.liberation.fr/debats/2019/03/10/sortez-des-traites-stupides-par-jean-luc-melenchon\\_1713883](https://www.liberation.fr/debats/2019/03/10/sortez-des-traites-stupides-par-jean-luc-melenchon_1713883))



- Reconnaître le mariage pour tous et toutes, le droit à la contraception, à l'avortement et à la fin de vie assistée dans toute l'UE comme droits fondamentaux<sup>86</sup>
- Reconnaître le droit à la désobéissance aux règles européennes lorsqu'un État estime que ses intérêts fondamentaux sont mis en cause selon les principes du compromis de Luxembourg et les exemptions accordées à certains États
- Refuser tout nouvel élargissement tant que n'aura pas eu lieu une harmonisation sociale, fiscale et environnementale préalable<sup>87</sup>
- Soumettre tout résultat de la Conférence sur le future de l'Europe à l'approbation populaire c'est-à-dire partout où c'est possible, au référendum<sup>88</sup>

ð En cas d'accord, le résultat des négociations sera soumis à référendum du peuple français qui décidera souverainement de sa participation à l'Union européenne refondée ou de la sortie.

### **Appliquer un « plan B » en cas d'échec des négociations**

- Bloquer la contribution française au budget européen tant que l'UE continue de promouvoir une politique d'inégalités, ne consacre pas l'essentiel de son action à planifier la bifurcation écologique et tant que les règles de déficit public ne sont pas revues.
- Réquisitionner la Banque de France pour transformer l'euro en monnaie commune et non plus unique
- Mettre en place un contrôle des capitaux et des marchandises aux frontières nationales pour éviter l'évasion fiscale des plus riches et des grands groupes, et se protéger des attaques spéculatives et du dumping social, fiscal et écologique
- Construire de nouvelles coopérations avec les États qui le souhaitent en matière culturelle, éducative, scientifique, etc.

### **Défendre et développer les coopérations avec les autres peuples d'Europe**

*Les traités européens imposent la concurrence au lieu de la coopération entre les peuples. Nous voulons plus de coopérations dans les domaines culturel, scientifique, industriel, écologique et social. Les espaces existants et à créer pour cela sont nombreux.*

- Proposer une alliance des pays d'Europe du Sud pour sortir de l'austérité et engager des politiques concertés de relance écologique et sociale de l'activité
- Favoriser un règlement pacifique du conflit en Catalogne, respectant l'immunité parlementaire.

---

<sup>86</sup> "L'Avenir en commun, en Europe aussi" (<https://lafranceinsoumise.fr/actualites/elections-europeennes/lavenir-en-commun-en-europe-aussi/>) / "Défendre la laïcité en France et en Europe"

<sup>87</sup> "L'Avenir en commun, en Europe aussi" (<https://lafranceinsoumise.fr/actualites/elections-europeennes/lavenir-en-commun-en-europe-aussi/>)

<sup>88</sup> Tribune des eurodéputés de la France insoumise, "Brexit : et si on en tirait enfin les leçons ?", *Libération*, 29 janvier 2020 ([https://www.liberation.fr/debats/2020/01/29/brexit-et-si-on-en-tirait-enfin-des-lecons\\_1775948](https://www.liberation.fr/debats/2020/01/29/brexit-et-si-on-en-tirait-enfin-des-lecons_1775948))

- Renforcer la participation française aux programmes de coopérations plus larges que l'UE (Erasmus...) ou n'ayant rien à voir avec l'UE (CERN, Arianespace, Airbus)
- Proposer de nouvelles coopérations fondées sur la libre participation des Nations en matière écologique (programme de dépollution, transition énergétique...) ou sociale notamment

## **Chapitre 5 : Face à la guerre, instaurer l'indépendance de la France au service de la paix**

### **Instaurer l'indépendance de la France dans le monde**

*Les quinquennats Sarkozy, Hollande et Macron ont enfermé la France dans l'Otan<sup>89</sup> et l'ont privée d'une voix indépendante et originale. Pour promouvoir la paix et la coopération, retrouver l'indépendance est une nécessité absolue.*

- Refuser la logique du « choc des civilisations »
- Sortir de l'Otan et refuser la participation de la France à toute alliance militaire permanente à l'exception des opérations de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU
- Stopper l'érosion du réseau diplomatique français et sa mise sous tutelle par l'UE
- Sortir du FMI et de la Banque mondiale pour œuvrer à la création d'un Fonds d'urgence sociale et d'une Banque solidaire d'investissement
- Offrir l'asile aux « combattants de la liberté », c'est-à-dire toute personne persécutée en raison de son action en faveur de la liberté dans l'esprit du préambule de la Constitution de 1946. Edward Snowden et Julian Assange seront récompensés et accueillis en France.
- Accompagner la transition démocratique du Soudan et son accès à l'aide internationale.
- Refuser le retour des coups d'Etat en Amérique du Sud, à l'instar de celui contre Evo Morales en Bolivie.
- Engager la formation d'une nouvelle alliance altermondialiste

### **Reconstruire une défense indépendante, nationale et populaire**

*L'Otan, construit par et pour les États-Unis pendant la guerre froide, n'a plus lieu d'être. Son ennemi soviétique a disparu. Cette organisation ne sert plus qu'à embrigader les pays européens derrière les États-Unis. Mais nous n'avons pas les mêmes principes ni les mêmes objectifs. La France peut et doit se défendre elle-même pour pouvoir agir librement. Pour cela, la défense doit retrouver un lien avec la Nation tout entière, rompu depuis la fin de la conscription.*

- Rédiger un nouveau livre blanc et adopter une nouvelle loi de programmation militaire ayant pour objectif la restauration pleine et entière de l'indépendance militaire
- Stopper les programmes de privatisation des industries d'armement et des missions de défense nationale et engager leur reconquête publique
- Établir la règle de l'acquisition de matériel militaire français par l'armée (armement et fournitures)

---

<sup>89</sup> Tribune de Mme Clémentine Autain « La diplomatie guerrière de Macron », *Le JDD*, 5 mai 2018  
<https://www.lejdd.fr/Politique/clementine-autain-attaque-la-diplomatie-guerriere-de-macron-3644252>

- Ouvrir la possibilité d'un service militaire comme une composante du service citoyen obligatoire

### **Renforcer et réinvestir l'ONU pour faire vivre un monde ordonné**

*La France n'a pas à être le gendarme du monde. Le seul organe légitime pour assurer la sécurité collective est l'Organisation des Nations Unies. La France doit proposer le retour en force de cette institution face aux déséquilibres et menaces pour la stabilité et la paix.*

- Réaffirmer que l'ONU est le seul organe légitime pour la sécurité collective aux yeux de la France
  - o Refuser toute intervention militaire sans mandat de l'ONU
  - o Faire vivre le comité d'état-major de l'ONU pour commander les opérations de maintien de la paix et enclencher un processus de démocratisation de l'organisation
  - o Créer une Organisation mondiale de l'environnement dans le cadre de l'ONU
  - o Défendre l'UNESCO et l'OMS contre les attaques étasuniennes.
- Réformer la FAO (Organisation de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation), pour favoriser la souveraineté alimentaire, la régulation des marchés mondiaux et la conversion écologique de l'agriculture

### **Refuser le libre-échange, instaurer un protectionnisme solidaire et la coopération économique**

*La mondialisation est d'abord la globalisation de l'argent et le déménagement du monde pour le seul profit des multinationales. Dans les pays développés, c'est la désindustrialisation et le chômage. Dans les pays en développement, c'est la mainmise des grandes firmes et des accords commerciaux inégaux qui pousse aux migrations. Le protectionnisme solidaire est nécessaire pour le co-développement et l'avènement du progrès humain partout.*

- Intégrer le respect des règles fondamentales de l'Organisation internationale du travail dans les accords commerciaux
- Sortir de l'Organisation mondiale du commerce et renforcer la CNUCED (conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) comme organe légitime pour organiser le commerce mondial en fonction de l'intérêt général des peuples. à la place des G20, G7, FMI et OMC
- Soutenir l'adoption à l'ONU d'un cadre réglementaire contraignant les multinationales à respecter un socle de normes sociales et environnementales
- Stopper les accords de libre-échange entre l'Union européenne et le reste du monde, comme celui signé avec le Canada, le Japon, Singapour ou le Vietnam depuis 2017. Geler les négociations avec le Mercosur, le Système d'intégration centre-américain, le Conseil de coopération du Golfe ou les USA, pour en exclure le secteur de la santé.

### **Étendre les protections du droit international à de nouveaux domaines**

*Face au désordre libéral et au changement climatique, la nécessité d'un monde « ordonné » s'impose. Mais cet ordre international doit être légitime, c'est-à-dire s'inscrire autant que possible dans l'ONU. L'impératif climatique et écologique doit être reconnu et protégé par le droit international.*

- Protéger la haute mer de toute appropriation et du productivisme
- Construire un statut international pour l'Arctique sur le modèle de l'Antarctique, protégeant de l'appropriation et du productivisme
- Faire appliquer le principe de non privatisation de l'espace prévu dans le traité de l'espace (1967)
- Créer un crime international d'écocide<sup>90</sup> (atteinte grave à l'environnement) jugé par un tribunal international de justice écologique ou dans le cadre de la Cour Pénale Internationale
- Créer un tribunal international de justice économique pour juger notamment les crimes financiers transnationaux (évasion fiscale internationale, spéculation, corruption)

### **Lutter contre les causes des migrations<sup>91</sup>**

*Émigrer est toujours une souffrance pour celui qui part. Les migrations sont un sujet trop sérieux pour les réduire à des surenchères et à des pulsions incontrôlées. La première tâche est de permettre à chacun de vivre chez soi. Pour cela, il faut arrêter les guerres, les accords commerciaux qui détruisent les économies locales, et affronter le changement climatique qui sera sinon pourvoyeur de centaines de millions de réfugiés climatiques.*

- Gérer enfin les migrations à l'échelle internationale
  - o Créer une Organisation mondiale des migrations liée à ONU pour renforcer l'action internationale aujourd'hui réduite au « Haut commissariat aux réfugiés » de l'ONU et à l'Organisation internationale pour les migrations
  - o Organiser une conférence internationale annuelle sur les migrations, sous l'égide de l'ONU, combinant les réponses d'urgence, le soutien aux pays d'accueil, la préparation du retour des réfugiés, et l'anticipation des millions de réfugiés climatiques des décennies à venir
- Éviter aux migrants de devoir fuir leur pays
  - o Arrêter les guerres par une diplomatie active et indépendante au service de la paix
  - o Mettre fin aux accords commerciaux inégaux qui déstabilisent des pays entiers, détruisent les agricultures locales et empêchent le codéveloppement

---

<sup>90</sup> Tribune co-signé par les députés et eurodéputés de la France insoumise, "Reconnaître l'écocide au même rang que les crimes contre l'humanité, *Libération*, 10 décembre 2019 : [https://www.liberation.fr/debats/2019/12/10/reconnaitre-l-ecocide-au-meme-rang-que-les-crimes-contre-l-humanite\\_1768154](https://www.liberation.fr/debats/2019/12/10/reconnaitre-l-ecocide-au-meme-rang-que-les-crimes-contre-l-humanite_1768154)

<sup>91</sup> Propositions alternatives au projet de loi sur l'immigration et l'asile, mai 2018 : <https://lafranceinsoumise.fr/2018/05/25/propositions-alternatives-au-projet-de-loi-sur-limmigration-et-lasile/>

- o Agir contre les bouleversements climatiques par des transferts de technologies et l'aide financière et matérielle à la transition dans les pays les plus vulnérables
- En Europe : sortir de l'impasse de Schengen et de Frontex
  - o Renforcer les moyens civils de sauvetage en mer Méditerranée pour éviter les milliers de noyés
  - o Refonder la politique européenne de contrôles des frontières extérieures et refuser la militarisation de la politique de contrôle des flux migratoires
  - o Mettre fin à l'accord « Visa+adhésion contre migrants » avec la Turquie
  - o Construire un programme important pour l'aide au retour des réfugiés qui le souhaitent lorsque la situation de leur pays de départ le permet
- Assumer notre devoir d'humanité envers les réfugiés arrivant en Europe
  - o Respecter la dignité humaine des migrants, leur droit fondamental à une vie de famille et accompagner les mineurs isolés
  - o En finir avec le placement en centre de rétention d'enfants, même accompagnés de leurs parents
  - o Construire des camps d'accueil aux normes internationales sur le modèle de celui de Grande-Synthe pour proposer aux migrants des conditions sanitaires responsables le temps de l'analyse de leur demande d'asile
  - o Réaffirmer et faire vivre le droit d'asile sur le territoire de la République, accueillir les réfugiés qui en relèvent grâce à une administration adaptée à cette mission

### **Construire la paix en Syrie**

*La Syrie est ravagée par cinq ans de guerre. La guerre civile a laissé place à une guerre de mercenaires où les puissances régionales et internationales s'affrontent par groupes interposés. Cela suffit. La France doit changer de stratégie et œuvrer enfin pour l'éradication de Daech, le retour à la paix, la transition politique et la reconstruction de la Syrie.*

- Réviser les alliances hypocrites avec les pétro-monarchies du Golfe (Qatar, Arabie Saoudite...) et le régime turc actuel pour tarir les financements du terrorisme islamiste
- Défendre l'autonomie et la souveraineté politique intérieure du Rojava.
- Construire une solution politique en Syrie pour une paix durable, sous l'égide de l'ONU et reposant sur
  - o un cessez-le-feu durable excluant les groupes islamistes
  - o le soutien au processus de Genève en y intégrant les Kurdes de Syrie
  - o l'organisation d'élections libres et pluralistes, sans ingérence étrangère, sous surveillance de l'ONU pour que le peuple syrien décide souverainement et démocratiquement de ses dirigeants
  - o la garantie de l'intégrité de l'État syrien et de ses frontières
- Organiser à Paris une conférence internationale pour la reconstruction de la Syrie et le retour des réfugiés en intégrant la partie kurde aux négociations de paix

## **Agir pour une paix juste et durable entre Israël et la Palestine**

*Les conditions d'une paix juste et durable au Proche-Orient sont connues. Elles sont inscrites dans les résolutions de l'ONU depuis 1967. Il manque la volonté politique de les faire appliquer. La France doit reconnaître l'Etat palestinien et prendre une initiative pour la paix entre cet Etat et Israël.*

- Reconnaître l'État palestinien
- Appuyer la solution à deux États par l'application pleine et entière des résolutions de l'ONU (reconnaissance du droit souverain du peuple palestinien à disposer d'un État viable et indépendant, dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale et dans le respect du principe du droit au retour des réfugiés, un État palestinien vivant pacifiquement aux côtés d'Israël) et le respect des frontières libanaises.

## **Construire des coopérations altermondialistes et internationalistes**

*Un autre monde est possible. Plus juste, plus ordonné, plus écologique et moins soumis à la finance. Pour cela, de nouvelles coopérations doivent être engagées et d'autres renforcées. La France doit proposer une nouvelle alliance altermondialiste pour changer le cours du monde.*

- En finir avec la Françafrique : respecter l'indépendance des États africains et la souveraineté des peuples en s'interdisant de se mêler des élections et réprimant les corrupteurs
- Tenir enfin l'objectif de consacrer 0,7% du revenu National brut au budget de l'aide publique au développement
- Relancer la politique de co-développement et de coopération (scientifique, universitaire, sanitaire...) avec les pays en développement notamment en matière de lutte contre le changement climatique
- Adhérer à la Nouvelle Banque de Développement des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et bâtir une nouvelle alliance altermondialiste avec les BRICS, et ouverte à tous et fondée sur l'indépendance de chacun, la coopération et le renforcement de l'ordre international légitime de l'ONU
- Soutenir le projet chinois d'une monnaie commune mondiale pour libérer l'économie mondiale de la domination du dollar
- Appuyer la mise en œuvre d'un mécanisme de restructuration des dettes souveraines dans le cadre de l'ONU sur la base de la résolution votée en 2015 sur proposition de l'Argentine. Proposer un règlement international déduisant les dépenses liées à la lutte contre le Coronavirus des dettes publiques nationales.
- Multiplier les coopérations pour repousser les frontières de la connaissance et de l'humanité (coopération spatiale, maritime...) avec les pays émergents
- Instaurer une politique de co-développement avec l'Amérique latine et les Caraïbes, en adhérant à l'ALBA

## **Unir le petit bassin méditerranéen autour d'objectifs communs de progrès (France, Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Algérie, Maroc, Tunisie, Libye)**

*Ne nous résignons pas à voir la mer Méditerranée devenir seulement un cloaque ou un cimetière pour migrants. Il y a tant d'intelligence et tant à faire autour d'elle. Reprenons le fil de l'histoire de l'humanité, faisons place à l'intelligence, à la culture, aux coopérations techniques, scientifiques, écologiques. La France doit assumer la responsabilité particulière créée par son histoire, sa géographie, sa langue, la richesse et la diversité de son peuple.*

- Créer une chaîne de télévision méditerranéenne émettant en plusieurs langues et diffusée sur les deux rives de la Méditerranée et sur internet, sur le modèle de la chaîne franco-allemande Arte
- Créer un réseau d'universités méditerranéennes couvrant tous les niveaux de formations d'enseignement supérieur
- Organiser un réseau méditerranéen de l'enseignement professionnel
- Créer un organisme méditerranéen de sécurité civile pour lutter contre les incendies, pour le secours en mer ou en cas de catastrophes naturelles
- Mettre en place une structure commune de lutte contre les pollutions et de gestion de l'écosystème de la mer Méditerranée

## **Passer à la francophonie politique**

*La langue française est la troisième langue la plus parlée au monde. Mais si peu est fait pour la mettre en valeur, la diffuser, multiplier ses usages et les liens entre ceux qui l'ont en usage commun. C'est un trésor à faire vivre pour un monde meilleur et davantage de mise en commun.*

- Réorganiser les institutions de la francophonie en agissant pour son recentrage sur la défense, le rayonnement de la langue et son usage commun
- Créer une académie de la francophonie
- Renforcer le réseau des Instituts/alliances français dans les pays non francophones et planifier les échanges d'étudiants et de lycéens
- Renforcer la présence des auteurs francophones ultra-marins et étrangers dans les programmes scolaires français
- Cesser de régler des comptes politiques via le "devoir de réserve" des fonctionnaires de l'OIF (cf. Kako Nbnukpo)
- Créer un Erasmus francophone
- Élaborer des contenus éducatifs et des diplômes communs entre pays francophones
- Financer au moins une revue scientifique internationale digne de ce nom en français
- Défendre l'usage du français dans les institutions internationales à commencer par l'Union européenne, notamment depuis le départ des britanniques.
- Renforcer les médias audiovisuels francophones (France Medias Monde et TV5 monde) et les mettre en partage avec la communauté francophone



## **Chapitre 6 : Face à la grande régression, choisir l'objectif du progrès humain**

### **Définir de nouveaux indicateurs de progrès humain**

*L'activité humaine ne doit plus être réduite aux seuls chiffres de la croissance, des cours de la bourse ou des chiffres du déficit public. L'action de l'Etat et les politiques menées doivent viser d'autres objectifs et être évaluées au regard d'autres critères que ceux actuellement à l'œuvre : des objectifs et des critères de bien-vivre et de progrès humain (santé, éducation, etc.). Le droit au bonheur est encore une idée neuve !*

### **Viser l'allongement de l'espérance de vie et l'espérance de vie en bonne santé**

*Alors qu'elle progressait sans discontinuer depuis 1969, l'espérance de vie stagne, depuis 2015, tout comme l'espérance de vie en bonne santé. C'est le cas dans plusieurs pays développés, en particulier pour les travailleurs et les pauvres- Tels sont les effets de la malbouffe, des pollutions, de la précarité grandissante et du recul des services publics de santé sous les coups de boutoir libéraux. Ne nous résignons pas à ce recul de civilisation. Cette grande régression peut être stoppée.*

### **Faire passer la santé d'abord et pour tous**

*Le système de santé français a longtemps été le meilleur au monde. Mais aujourd'hui, l'austérité et la marchandisation ont entamé sa dislocation. Combien de déserts médicaux où il est impossible de trouver un généraliste, un ophtalmo, un gynécologue, dans les zones rurales mais aussi dans les grandes villes ? Combien d'heures d'attentes aux urgences malgré le dévouement des personnels ? Combien de morts à cause d'épidémies que notre système de santé n'est plus en mesure d'affronter ? Combien de maladies chroniques liées à notre mode de vie ? Combien de cas où le travail blesse ou tue en silence ? Et comment ne pas voir les reculs de la Sécurité sociale et la hausse des inégalités entre riches et pauvres ? En 20 ans, 100 000 lits ont été fermés dans les hôpitaux et dès 2018, le gouvernement Philippe leur demandait 1 milliard d'euros d'économies. Sans oublier qu'inégalités sociales et environnementales se conjuguent et se transforment en double-peine.-La santé publique doit redevenir une exigence de premier ordre.*

- Rembourser à 100% les soins de santé prescrits, dont les soins et appareils dentaires, optiques et auditifs, faire baisser les tarifs des lunettes et appareils auditifs
- Instaurer une politique de santé publique et de prévention
  - o Élaborer un plan de santé environnementale (lutte contre les pollutions, interdiction des pesticides...)
  - o Engager un plan de santé au travail, implanter un réseau sans faille de médecine du travail (voir ci-dessous)
  - o Éradiquer les maladies chroniques liées à l'alimentation : lutte drastique contre l'obésité, contre la malbouffe et les abus de sel, sucre et graisses par l'industrie agro-alimentaire...

- o Abolir le logement insalubre et lutter contre le mal-logement et leurs conséquences sanitaires
- o Faire de la prévention et de l'éducation à la santé dès le plus jeune âge en renforçant la médecine scolaire et la Protection maternelle et infantile
- o Imposer un plan de lutte et de prévention contre les maladies sexuellement transmissibles et promouvoir des politiques de santé sexuelle et reproductive émancipatrice des personnes
- Reconstruire le système public de soins psychiatriques et augmenter ses moyens financiers et humains pour mener une véritable politique de prévention et de prise en charge des patients<sup>92</sup>
- Comblent les déserts médicaux, créer des centres de santé pratiquant le tiers payant et revenir sur la refonte de la carte hospitalière imposée par la loi Santé de 2019<sup>93</sup>
- Abolir les dépassements d'honoraires<sup>94</sup>, renforcer le paiement au forfait et créer un corps de médecins généralistes fonctionnaires rémunérés pendant leurs études afin de pallier l'insuffisance de médecins dans certaines zones
- Reconstruire le service public hospitalier, revenir sur la tarification à l'acte et les suppressions de lits et de personnels, et engager un plan pluriannuel de recrutement de médecins, infirmiers, aides-soignants et personnels administratifs
- Créer un pôle public du médicament<sup>95</sup> pour faciliter l'égal accès aux traitements, protéger la recherche de la finance et supprimer l'influence des entreprises privées dans les activités médicales et hospitalières, notamment par l'arrêt de l'accès libre des visiteurs médicaux à l'hôpital public
- Mener un plan national de lutte contre la résistance microbienne en faisant le bilan de l'élevage productiviste, comme le recommande l'organisation mondiale de la santé

### **Changer de logique en matière d'addiction et de drogues**

*La politique française en matière de drogues se résume trop souvent à la répression et la «guerre contre la drogue» est un échec à la fois sanitaire et de sécurité. Il y a si peu de réflexion sur les consommations de psychotropes, si peu d'efforts faits pour aider les personnes à sortir*

---

<sup>92</sup> Proposition de loi de M. François Ruffin visant à sortir la psychiatrie de la maltraitance budgétaire, 7 novembre 2018 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1376\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1376_proposition-loi)  
 Proposition de loi de M. François Ruffin relative au financement de l'hôpital psychiatrique, 6 décembre 2017 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b0473\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b0473_proposition-loi)  
 Rapport d'information de Mme Caroline Fiat (co-rapporteuse) de la mission relative à l'organisation de la santé mentale, 18 septembre 2019 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion-soc/115b2249\\_rapport-information](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion-soc/115b2249_rapport-information)

<sup>93</sup> Article concernant le "Projet de loi santé : 57 députés de gauche, dont Mélenchon et Rabault, interpellent le gouvernement", *Le JDD*, 23 mars 2019 : <https://www.lejdd.fr/Politique/projet-de-loi-sante-57-deputes-de-gauche-dont-melenchon-et-rabault-interpellent-le-gouvernement-3879098>

<sup>94</sup> Proposition de loi de Mme Caroline Fiat pour un meilleur accès aux soins visant à interdire les dépassements d'honoraires médicaux, 16 janvier 2019 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1577\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1577_proposition-loi)

<sup>95</sup> Proposition de loi de M. Jean-Luc Mélenchon et M. Adrien Quatennens visant à créer un pôle public du médicament, mars 2020 : <https://lafranceinsoumise.fr/app/uploads/2020/04/PPL-medicament.pdf>

*de ces consommations. L'heure est venue de changer de stratégie pour lutter plus efficacement et plus humainement contre les addictions.*

- Établir un diagnostic global des consommations intégrant les anxiolytiques prescrits médicalement et viser une politique de réduction des risques plutôt que de répression des consommateurs, s'attaquant à la variété des causes des addictions
- Légaliser et encadrer la consommation, la production et la vente de cannabis à des fins récréatives dans des conditions permettant de lutter contre l'addiction par le contrôle de la qualité des produits et des quantités écoulées : production et vente encadrée par l'État (entreprises publiques ou système de « licence » délivrées par l'administration), taxation, interdiction de la vente d'alcool et de cannabis dans un même lieu, interdiction effective de la vente aux mineurs...
- Affecter les recettes des taxes sur le cannabis à des programmes de lutte contre les addictions et pour une politique de prévention et d'aide à la désintoxication

### **Pas d'obstacle aux personnes en situation de handicap**

*Non le handicap n'est pas une affaire privée. C'est d'abord une affaire publique. Celle de la dignité des personnes en situation de handicap, de leur liberté, de l'égalité entre les êtres humains. Le plan de lutte contre les obstacles au travail et dans les espaces publics a été trop de fois repoussé. La prise en compte du handicap est trop souvent reléguée au second plan ou noyée parmi d'autres thèmes comme la dépendance ou la maladie. Une personne en situation de handicap n'est, pas plus que quiconque, réductible à son handicap.*

- Atteindre enfin l'objectif « 0 obstacles » : tolérance 0 contre les entraves, les préfets pourront se substituer aux maires pour imposer les travaux et fermer les bâtiments privés ne respectant pas la loi, et imposer un plan de mise en accessibilité des transports (trains intercity notamment)
- Titulariser les personnels d'accompagnement des élèves en situation de handicap et recrutement pour renforcer les capacités d'accueil et d'accompagnement<sup>96</sup>
- Augmenter l'Allocation aux adultes handicapés (902 euros de base aujourd'hui) au niveau du SMIC pour les personnes en situation de handicap dans l'incapacité totale de travailler
- Assurer la pérennité des moyens pour le financement de l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap et garantir leur usage exclusif pour ces missions

### **Faire face collectivement au vieillissement de la population et à la perte d'autonomie**

- Réduire le « reste à charge » de 500 euros par mois pour les personnes en établissement et augmenter de 50% le montant de l'APA (allocation personnalisée

---

<sup>96</sup> Contre-budget 2020 de la France insoumise : financement du recrutement massif et de la titularisation des accompagnantes et accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH)  
(<https://lafranceinsoumise.fr/2019/11/12/contre-budget-2020/>)

- d'autonomie) pour les personnes restant à domicile pour faire face en urgence aux frais engagés par les personnes concernées
- Construire une prise en charge solidaire de la dépendance financée par une mise à contribution des revenus immobiliers et des successions sur les gros patrimoines
  - Développer un réseau public de maisons de retraite avec tarifs harmonisés et accessibles, créer 10 000 places par an en EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) publics pendant 5 ans<sup>97</sup>
  - Etablir un ratio minimal d'encadrement au chevet<sup>98</sup> et former, qualifier et recruter en nombre suffisant le personnel nécessaire soit au moins 100 000 personnes
  - Refondre les grilles de rémunération et de qualifications pour valoriser les métiers de prise en charge de la perte d'autonomie

### **En finir avec la souffrance sociale et la souffrance au travail**

*Le chômage tue de 10 000 à 14 000 personnes par an. Le travail tue 1 000 personnes par an du fait d'accidents, de maladies professionnelles, de suicides. Dans les deux cas, la souffrance physique et psychologique est un mal très largement répandu et très souvent passé sous silence. Ça suffit !*

- Déclarer la souffrance au travail « grande cause nationale » pour mobiliser les moyens financiers et de communication contre ce fléau et subventionner les réseaux professionnels et de santé agissant sur ce thème ainsi que les artistes mettant en lumière la souffrance au travail
- Restaurer, au sein des entreprises, les comités hygiène, sécurité et conditions de travail (CHSCT)
- Renforcer la médecine du travail :
  - o intégrer la médecine du travail au service public de santé et garantir ses moyens
  - o restaurer la visite médicale obligatoire à l'embauche auprès d'un médecin et périodiquement en cours de contrat de travail
  - o ouvrir l'accès de la médecine du travail aux chômeurs et instaurer une visite obligatoire pour les chômeurs au-delà de 6 mois
- Reconnaître le burn-out comme maladie professionnelle<sup>99</sup>, lutter contre l'idéologie managériale et ses effets psychologiques et sanitaires et imposer l'enseignement des sciences sociales et des risques psycho-sociaux dans les cursus de gestion/commerce/ressources humaines
- Faire du nombre d'accidents du travail un critère de sélection dans l'accès aux marchés publics

---

<sup>97</sup> Rapport d'information de Mme Caroline Fiat en conclusion des travaux de la mission sur les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), 14 mars 2018 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion-soc/115b0769\\_rapport-information](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion-soc/115b0769_rapport-information)

<sup>98</sup> Proposition de loi de Mme Caroline Fiat établissant un ratio minimal d'encadrement au chevet dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, 20 mars 2019 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1779\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1779_proposition-loi)

<sup>99</sup> Proposition de loi de M. François Ruffin et M. Adrien Quatennens sur le burn-out visant à faire reconnaître comme maladies professionnelles les pathologies psychiques résultant de l'épuisement professionnel, niche Fi 2017: [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b0516\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b0516_proposition-loi)

## **Donner la priorité aux enfants**

*Une société se juge d'abord à la place qu'elle accorde à ses enfants et aux efforts qu'elle consent pour eux. Accueil, protection, scolarisation, la France manque de moyens publics pour les enfants, laissant se propager les inégalités. Investissons pour leur avenir.*

- Verser une allocation familiale dès le premier enfant
- Créer un service public de la petite enfance et ouvrir 500 000 places en crèches et modes de garde adaptés sur cinq ans
- Renforcer les moyens de l'aide sociale à l'enfance et de la protection judiciaire de la jeunesse
- Mieux protéger les enfants contre les agressions sexuelles en renforçant la présomption de non-consentement pour les relations sexuelles entre mineur et majeur<sup>100</sup>

## **Instruire mieux et davantage**

*Alors que le candidat Macron s'était engagé à arrêter toute fermeture d'écoles, 400 écoles rurales ont disparu à la rentrée 2019. Les suppressions de poste dans l'éducation nationale continuent tandis que le pouvoir d'achat des enseignants continue de baisser. Quelle régression ! Le but des libéraux est de créer un marché de l'éducation en sabordant l'éducation publique, laïque et gratuite. L'éducation n'est pas une marchandise. Elle est la principale richesse du peuple et du pays. Il est temps de réparer les dégâts !*

- Adopter une loi d'orientation pour l'école<sup>101</sup> :
  - o abroger la "loi pour l'école de la confiance" et revenir sur la réforme du baccalauréat
  - o garantir le cadre national des programmes et des diplômes
- Assurer l'égalité devant l'école :
  - o instaurer une nouvelle carte scolaire établissant la mixité sociale,
  - o mettre en œuvre un plan de lutte contre les inégalités à l'école primaire et maternelle, notamment avec un droit à la scolarisation dès 2 ans, la baisse du nombre d'élèves par classe en primaire, la présence de davantage d'instituteurs que de classes dans les écoles, le développement des Réseaux d'aide aux élèves en difficulté
- Assurer la gratuité réelle de l'éducation publique y compris les cantines<sup>102</sup> le transport et les activités périscolaires, fournir gratuitement aux élèves les manuels

---

<sup>100</sup> Proposition de loi de M. Jean-Luc Mélenchon visant à lutter contre les violences sexuelles à l'égard des enfants, 17 décembre 2019 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2530\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2530_proposition-loi)

<sup>101</sup> Proposition de loi de Mme Sabine Rubin pour une démocratie lycéenne pleine et entière, 23 janvier 2019 [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1608\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1608_proposition-loi)

<sup>102</sup> Proposition de loi de Mme Clémentine Autain et M. Alexis Corbière pour des cantines vertueuses, niche 2020 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2597\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2597_proposition-loi). Cette proposition de loi définit le service de restauration scolaire comme un service public national lié au service de l'enseignement et instaure sa gratuité.

- scolaires ainsi que des fournitures sans marques, pour assurer une réelle égalité des conditions entre élèves et lutter contre l'intrusion marchande à l'école
- Recruter au moins 60 000 enseignant-e-s supplémentaires sur 5 ans et mettre en place un dispositif de pré-recrutement pour favoriser l'accès au métier d'enseignant par les jeunes issus de milieux populaires
- Revaloriser le salaire des enseignants, en particulier ceux du primaire<sup>103</sup>
- Réserver l'argent public au financement de l'école publique (abrogation de la loi Carle notamment)

## **Qualifier tout le monde**

*L'apprentissage. Les libéraux n'ont que ce mot à la bouche. Ils oublient l'essentiel : dans le monde d'aujourd'hui, l'élévation continue du niveau de qualification des travailleurs est essentielle. Et l'apprentissage n'offre une réponse que très partielle à cette exigence, sans oublier que ce statut rime souvent avec précarité pour les jeunes. Les filières d'enseignement professionnel publiques sont détruites. Elles sont pourtant une voie d'excellence dans laquelle la moitié de la jeunesse du pays étudie. Là est une grande partie de la clé pour l'avenir des jeunes et surtout du pays.*

- Appuyer l'enseignement professionnel public, arrêter les fermetures de classes et de lycées professionnels et augmenter le nombre d'établissements
- Rétablir le bac professionnel en 4 ans
- Développer les cursus courts dans l'enseignement supérieur et encourager la poursuite d'études après un bac professionnel ou technologique (BTS, DUT, licences professionnelles ...)
- Refonder l'organisation de la formation professionnelle des adultes et la formation continue et l'inclure dans le service public de l'enseignement professionnel. Elle doit d'abord profiter aux travailleurs pas ou peu qualifiés et aux chômeurs

## **Refonder l'enseignement supérieur**

*Précarité des étudiants, doctorants et jeunes diplômés, concurrence entre établissements, financements insuffisants et aléatoires, abandon de formations de proximité partout sur le territoire... C'est dans l'enseignement supérieur que les conséquences de la marchandisation sont les plus avancées. Tout est à reconstruire.*

- Instaurer la gratuité de l'enseignement supérieur, de la licence au doctorat.
- Réorganiser les grands instituts publics de recherche (CNRS, Inserm, INRA etc.) garant des recherches d'intérêt général et supprimer l'Agence nationale de la recherche (ANR)
- Redonner à l'enseignement supérieur et à la recherche les moyens nécessaires au développement au service avant tout de la population et du savoir et de la qualification professionnelle

---

<sup>103</sup> Contre-budget 2019 : recrutement de 12 000 enseignant-e-s et revalorisation de leurs salaires  
<https://lafranceinsoumise.fr/2018/10/15/le-contre-budget-de-la-france-insoumise-pour-2019/>

- Créer dans chaque université, une université populaire, ouverte à tous et chargée d'organiser le lien entre les chercheurs et la population dans un esprit de diffusion des savoirs et de réflexion citoyenne sur leur usage
- Refonder le financement de l'enseignement supérieur et de la recherche pour favoriser les financements pérennes plutôt que des appels à projets erratiques, augmenter le budget des universités et assurer une rémunération unifiée
- Abroger les lois LRU et Fioraso pour :
  - o reconstruire une offre cohérente de formations d'enseignement supérieur sur tout le territoire, y compris dans les villes moyennes et pilotées nationalement. Les communautés d'universités et d'établissement (comUE), regroupements forcés, seront dissoutes
  - o arrêter le féodalisme des présidents d'universités par une direction démocratique et collégiale des universités et des procédures transparentes d'attributions des postes d'enseignants-chercheurs, mettre un terme à la concurrence entre universités, y compris la concurrence malsaine pour les financements et à l'évaluation permanente chronophage bureaucratique au profit d'une évaluation scientifique
- Mettre fin à la précarité des doctorant-e-s et jeunes chercheur-se-s par la titularisation des personnels effectuant des missions pérennes<sup>104</sup>
- Permettre aux universités publiques d'accéder gratuitement aux articles de leurs chercheur-se-s sans enrichir les revues et bases de données privées
- Créer une nouvelle section du Conseil national des universités « économie et société » pour assurer le pluralisme dans l'enseignement et la recherche économique et sociale
- Remettre en cause la dualité entre grandes écoles et universités en les intégrant et en égalisant les moyens octroyés
- Garantir à chacun-e l'accès à une formation d'enseignement supérieur en démantelant le système "Parcoursup"<sup>105</sup>

## **Éradiquer l'illettrisme et développer l'alphabétisation**

*Plus de 2 millions de personnes sont illettrées en France. Personne n'en parle. Pourtant, pour elles, travailler, se déplacer et combien d'autres actes de la vie quotidienne sont une souffrance. C'est indigne d'un grand pays comme le nôtre.*

---

<sup>104</sup> Proposition de résolution de Mme Sabine Rubin tendant à la création d'une commission d'enquête sur le statut des enseignants vacataires de l'enseignement supérieur, 5 juillet 2019 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2117\\_proposition-resolution-europeene](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2117_proposition-resolution-europeene)

<sup>105</sup> Tribune de Mme Mathilde Panot "La sélection à la fac voulue par le gouvernement est contraire aux grands défis du 21e siècle" *Huffingtonpost*, 18 janvier 2018: [https://www.huffingtonpost.fr/mathilde-panot/la-selection-a-la-fac-voulue-par-le-gouvernement-est-contraire-aux-grands-defis-du-21e-siecle\\_a\\_23331037/](https://www.huffingtonpost.fr/mathilde-panot/la-selection-a-la-fac-voulue-par-le-gouvernement-est-contraire-aux-grands-defis-du-21e-siecle_a_23331037/)

- Éradiquer l'illettrisme pour les jeunes sortis du système scolaire et les adultes à horizon-2025
- Développer les structures d'alphabétisation et les cours de langue française pour les personnes non-francophones

### **Démocratiser la culture et ses pratiques, soutenir ceux qui la font vivre**

*Des "pass" pour laisser le marché initier les jeunes à la culture, un lotto pour financer notre patrimoine...la politique culturelle d'Emmanuel Macron n'est pas à la hauteur des enjeux. Retrouvons une véritable ambition culturelle. Ne réservons pas la culture à quelques lieux ou à quelques publics, faisons-là revenir et entrer partout.*

- Défendre l'exception et la diversité culturelle dans toutes les négociations internationales
- Porter le budget consacré à l'art, à la culture et à la création à 1% du PIB chaque année pour :
  - o pérenniser le régime des intermittents du spectacle sur la base de l'accord du 28 avril 2016 et l'étendre aux professions artistiques précaires
  - o soutenir la création, le spectacle vivant, et l'appropriation des œuvres et pratiques culturelles par tous<sup>106</sup> par le renouveau de l'éducation artistique à l'école et dans les conservatoires, de l'éducation populaire<sup>107</sup> et de la culture en entreprise
- Supprimer la Hadopi, qui n'a pas fonctionné et mettre en place un nouveau cadre du partage numérique de la culture par :
  - o l'instauration d'une cotisation universelle sur les abonnements internet, finançant la création et ouvrant droit contrepartie au téléchargement non marchand
  - o la création un service public nouveau de l'internet et d'une médiathèque publique en ligne, une plateforme publique d'offre légale en ligne de musique, films et contenus culturels

### **Le sport et les corps libérés de l'argent**

*La politique sportive est aujourd'hui réduite à la course à l'accueil des grandes compétitions internationales. Paris s'est engagé pour accueillir les Jeux Olympiques de 2024. Mais pour faire quoi ? Dépenser à perte des milliards d'euros dans des infrastructures et offrir quinze jours de publicité aux multinationales sponsors ? Pendant ce temps, tant de clubs et d'associations sportives populaires luttent pour leur survie. Faisons le choix d'un sport libéré*

---

<sup>106</sup> Proposition de loi de M. Michel Larive et Mme Muriel Ressiguié visant à l'institution d'un fonds de soutien à la création artistique, niche fi 2019 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1564\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1564_proposition-loi)

<sup>107</sup> Tribune de Mme Danièle Obono "L'alternative politique passera par l'éducation populaire", *Libération*, 19 mars 2019: [https://www.liberation.fr/debats/2019/03/19/l-alternative-politique-passera-par-l-education-populaire\\_1716079?fbclid=IwAR1yNgrvaCIx04E0Z-wEHJpqnbm2FeIKKhlQGzBxo8sYzMwhVt\\_Ep9w-tlk](https://www.liberation.fr/debats/2019/03/19/l-alternative-politique-passera-par-l-education-populaire_1716079?fbclid=IwAR1yNgrvaCIx04E0Z-wEHJpqnbm2FeIKKhlQGzBxo8sYzMwhVt_Ep9w-tlk)



*de l'argent, d'un sport pour tous en réaffirmant la fonction émancipatrice de la pratique sportive.*

- Réaffirmer le rôle des professeur-e-s d'EPS dans la transmission d'une éducation physique obligatoire pour toutes et tous
- Interdire la cotation en bourse des clubs sportifs, s'opposer au *naming* et à l'appropriation commerciale des équipements et compétition
- Interdire à tout sportif qui n'est pas fiscalement domicilié en France de participer à l'équipe nationale dans le cadre des dispositions d'imposition des Français à l'étranger, refuser toute forme de défiscalisation et de réduction de cotisations sociales sur les revenus des sportifs professionnels
- Garantir l'égalité entre le sport féminin et masculin y compris en matière de diffusion à la télévision
- Renforcer les liens de solidarité entre le sport pour tous et le sport de haut niveau, les secteurs amateur et professionnel, augmenter la taxation sur les retransmissions sportives à la télévision (taxe Buffet) pour financer le sport amateur, démocratiser la gestion des fédérations sportives et assurer la souveraineté des licenciés sur leur fédération

### **Lutter contre l'agression publicitaire et la marchandisation**

*La pub est partout. Chaque personne est exposée à des centaines voire des milliers de messages publicitaires chaque jour ! C'est un dressage social au service du productivisme : entretenir et créer sans cesse des frustrations pour vendre toujours plus, quitte à fabriquer des besoins lorsqu'ils n'existent pas. Dégâts civiques, sociaux et écologiques garantis. L'être humain n'est pas seulement du « temps de cerveau disponible » pour annonceurs !*

- Interdire la publicité commerciale dans les institutions publiques (écoles, hôpitaux,...)
- Revenir sur les partenariats privés dans l'Éducation nationale (Microsoft, *Teach for France*,...)
- Interdire la publicité dans les programmes de télévision destinée aux enfants et la mise en scène d'enfants dans les publicités
- Faire reculer l'affichage publicitaire, en commençant par les abords des villes et des bourgs aujourd'hui défigurés, interdire les écrans publicitaires numériques dans les lieux publics<sup>108</sup>, ouvrir des espaces d'affichage pour l'expression citoyenne et culturelle

---

<sup>108</sup> Proposition de loi de M. François Ruffin pour le droit d'uriner en paix, 6 novembre 2019 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2391\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b2391_proposition-loi)

## Chapitre 7 : Face au déclinisme, porter la France aux frontières de l'Humanité

### Ouvrir une nouvelle ère de coopérations internationales pour l'Humanité

*La mer et l'espace sont des biens communs de l'Humanité. Ce sont aussi des frontières tant les connaissances dans ces domaines restent limitées. La France apporte une contribution majeure sur ces deux enjeux du 21<sup>e</sup> siècle. Allons plus loin, proposons de nouveaux partenariats pour le bien de tous.*

- Proposer de nouvelles coopérations spatiales ouvertes à tous
  - o Créer une université internationale des métiers de l'Espace
  - o Proposer un programme international de dépollution de l'orbite géostationnaire et de nouvelles règles internationales d'occupation des orbites basses.
  - o Lancer le projet de renouvellement de la station spatiale internationale
  - o Lutter contre la course à l'armement spatial tout en garantissant la souveraineté de la France face aux nouvelles menaces.<sup>109</sup>
  - o Garantir le projet Luna27 de base lunaire russo-européenne
  - o Fédérer les différentes missions vers Mars et assurer la participation française à ses missions
- Lancer des coopérations maritimes pour faire face au défi écologique
  - o Lancer un programme international de dépollution des océans et de récupération des déchets flottants<sup>110</sup>
  - o Faire de la Méditerranée un espace de coopérations intenses
  - o Mener à bien la création déjà en discussion d'un droit international de la biodiversité marine, notamment dans les grands fonds (conférence de l'ONU en cours)
  - o Proposer la construction de la première station sous-marine permanente sur le modèle de la station spatiale internationale
  - o Créer une université internationale des métiers de la mer

### Engager la France dans un « plan Mer » : créer 300 000 emplois maritimes

*La France est une puissance maritime qui s'ignore. C'est pourtant une question de souveraineté essentielle pour notre pays, présent dans toutes les mers du globe. Et une source formidable pour une relance écologique de l'activité en France. 300 000 emplois existent pourtant déjà dans ce domaine et autant pourraient être créés très rapidement. Energie, alimentation, médecine, transport, tant de ressources sont à notre portée pour peu qu'on sache les utiliser avec intelligence et conscience de l'enjeu écologique.*

- Développer les énergies marines renouvelables (EMR) dans le cadre du plan de transition énergétique et d'une maîtrise publique des installations et réseaux

---

<sup>109</sup> Note de blog de M. Jean-Luc Mélenchon en novembre 2019 « À la conquête de l'espace » (<https://melenchon.fr/2019/10/11/a-la-conquete-de-lespace/>)

<sup>110</sup> Rapport d'information de M. Jean-Luc Mélenchon (co-rapporteur), « Mers et océans : quelle stratégie pour la France ? », 19 juin 2019 ([http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion\\_afetr/115b2042\\_rapport-information](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_afetr/115b2042_rapport-information))

- Refuser l'abandon de la filière d'énergie marine et assurer son développement industriel par la nationalisation de la branche Energies Marines d'Alstom cédée à General Electric et de la branche éolienne d'Areva cédée à Siemens
- Développer la pêche artisanale, gérer durablement la ressource, refuser la marchandisation de la politique commune des pêches au niveau européen, appliquer les quotas pluriannuels pour donner de la visibilité aux pêcheurs et une gestion durable de la ressource<sup>111</sup>
- Instaurer un plan quinquennal pour l'aquaculture écologique notamment marine et littorale durables et soutenir la recherche sur l'utilisation des algues pour remplacer les énergies fossiles (plastiques, etc.)
- Garantir la marine marchande française par le protectionnisme, imposer le pavillon français de premier registre pour toute liaison entre deux territoires français, notamment la Corse et le continent et élargir le concept de « flotte stratégique » à d'autres activités que le transport pétrolier (cabliers etc.),
- Mettre en place un mécanisme d'aide au renouvellement de la flotte (de commerce, de pêche, de plaisance) pour les navires de plus de 30 ans démantelés en France et remplacés par des navires construits en France avec des procédés et matériaux écologiques.
- Relancer les ports français et moderniser les infrastructures portuaires
  - o Élaborer un plan National de transport de marchandises (fret ferroviaire / fluvial / maritime) pour une desserte multimodale et coordonnée sur tout le territoire
  - o Développer le cabotage maritime entre ports français
- Faire de la France le leader mondial de la recherche et de l'éducation dans le secteur maritime en ouvrant au moins un lycée professionnel maritime dans chaque région littorale en métropole et dans chaque département ou territoire d'Outre-mer et développer les formations d'enseignement supérieur liées au maritime, en renforçant les moyens de recherches de l'Inserm et de l'Inra liés aux ressources marines et les moyens de l'Ifremer
- Connaître et gérer durablement l'espace maritime français
  - o Obtenir la reconnaissance par l'ONU des résultats du programme Extraplac et investir dans la protection du territoire maritime national<sup>112</sup>
  - o Réaliser un audit de l'application de la loi littoral, mettre en place une mission scientifique d'évaluation de l'impact de l'élévation du niveau des mers sur les rivages français et élaborer un plan d'adaptation<sup>113</sup>
  - o Créer un ministère de la Mer et une direction générale de la mer pour une politique maritime intégrée

---

<sup>111</sup> Proposition de loi de M. Jean-Luc Mélenchon demandant l'interdiction de la pêche électrique, 20 février 2020 ([http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1720\\_proposition-loi](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1720_proposition-loi))

<sup>112</sup> Contre Budget 2018:Partie "Défense" (<https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/02/le-contre-budget/>)

<sup>113</sup> Proposition de résolution de M. Jean-Hugues Ratenon tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la protection du littoral des territoires insulaires et ultramarins français ([http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1511\\_proposition-resolution-europeene](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b1511_proposition-resolution-europeene))

## **Relancer la découverte de l'espace**

*C'est depuis Toulouse qu'était piloté le petit robot Philae qui nous a émerveillés. L'indépendance de la France et notre contribution à la connaissance dépendent de l'espace. Nos savoir-faire méritent mieux que le mépris des dirigeants passés et actuels qui ont privatisé Arianespace, la société qui réalise les tirs de la fusée Ariane. Ce domaine ne doit pas être abandonné aux marchands, c'est l'intérêt général qui est en jeu.*

- Défendre l'indépendance de la France
  - o Garantir le lancement de la fusée Ariane 6 en 2020 et renforcer les recherches pour Ariane 7, notamment la recherche pour un lanceur réutilisable en 2025 et la maîtrise des technologies nécessaires à un vol habité
  - o Revenir sur la privatisation d'Arianespace et la filière de lancement de satellites, renforcer les moyens du Centre national d'études spatiales
  - o Instaurer un protectionnisme pour favoriser le développement d'Arianespace pour les lanceurs européens
- Dès l'achèvement de Galileo, garantir son utilisation par le grand public en rendant obligatoire la double compatibilité Galileo et GPS
- Renforcer la contribution française à la présence humaine permanente dans l'espace en lien notamment avec la Russie, la Nasa, la Chine et l'Inde
- Renforcer la recherche sur les propulseurs nécessaires aux expéditions les plus lointaines et avancer dans la maîtrise des vols suborbitaux
- Reprendre les missions interplanétaires
- Doter la France des moyens de neutralisation des actions hostiles menée contre elle depuis l'Espace

## **Mobiliser le savoir-faire français dans le numérique et le virtuel au service de l'intérêt général et du progrès humain**

*Il y a un autre domaine où la France excelle trop discrètement. C'est l'ensemble des activités liées au virtuel, au numérique et à la robotique. Cette révolution technologique ne doit pas faire peur. Mais elle ne donnera pas le meilleur si on laisse faire les multinationales. C'est un enjeu démocratique, économique et social de premier plan. Pour que la technologie serve le progrès humain.*

- Affirmer le caractère d'intérêt général de la révolution numérique
  - o Garantir la neutralité du net : reconquérir la maîtrise publique des technologies et infrastructures liées au numérique et aux télécommunications (réseau cellulaire, câble sous-marin, tirs de satellites, réseaux basse et haute tension, etc.)
  - o Généraliser l'usage des systèmes d'exploitation et des logiciels libres dans les administrations publiques et l'éducation nationale, enseigner à l'école l'usage des logiciels libres
  - o Garantir l'application du RGPD en dotant la CNIL de moyens de contrôle efficaces, et rétablissant les autorisations préalables supprimées en 2018.

- o Lutter contre les discriminations entraînées par le traitement algorithmique de données personnelles, en expérimentant un contrôle de ceux-ci par la CNIL.<sup>114</sup>
- o Si elle est votée, revenir sur la loi Avia qui confie le pouvoir de censure aux plateformes, et remettre entre les mains du judiciaire toute décision relative à la liberté d'expression en ligne.<sup>115</sup>
- o Systématiser la publication en *open data* des données publiques détenues par les collectivités : préciser en ce sens les missions d'Etalab et garantir la pérennité du site data.gouv.fr
- Garantir l'égalité d'accès au numérique sur tout le territoire notamment en accélérant l'achèvement de la couverture du pays en Très haut débit d'ici 2022
- Garantir que la dématérialisation des services publics et la transformation numérique des administrations ne soit jamais un obstacle à l'accessibilité par les citoyens·ne·s, en développant notamment la co-conception des services administratifs numériques.
- Promouvoir une économie numérique vraiment collaborative
  - o S'opposer aux logiques de privatisation des services liés au numérique, lutter contre l'évasion fiscale et la création de nouvelles rentes privées par les plateformes lucratives
  - o Soutenir la création d'associations à but non lucratif, de coopératives (SCOP, SCIC, etc.) ou d'entreprises publiques pour fournir les services ouverts et centrés sur les besoins des usagers rendus possibles par le numérique et l'exploitation des données publiques (État, entreprises de transports, etc.)
  - o Protéger les données personnelles contre leur utilisation mercantile,
  - o Soutenir la création de *fablabs* et autres lieux collectifs de création et fabrication liés au numérique, à l'impression 3D, etc.
- Renforcer la prééminence française dans le virtuel, soutenir les créations françaises (jeux vidéo notamment) dans un but émancipateur
- Soutenir la recherche publique sur la réalité et l'Humanité augmentées dans le cadre d'une concertation éthique et citoyenne constante

---

<sup>114</sup> Amendement déposé par le groupe de la France insoumise : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/amendements/0809/CI0N\\_LOIS/CL78](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/amendements/0809/CI0N_LOIS/CL78)

<sup>115</sup> Tribune "Féministes, LGBTI et antiracistes, nous ne voulons pas de la loi Cyberhaine" ([https://www.liberation.fr/debats/2020/01/21/feministes-lgbti-et-antiracistes-nous-ne-voulons-pas-de-la-loi-cyberhaine\\_1774297](https://www.liberation.fr/debats/2020/01/21/feministes-lgbti-et-antiracistes-nous-ne-voulons-pas-de-la-loi-cyberhaine_1774297))

## COMMENT LE PROGRAMME « *L'AVENIR EN COMMUN* » A ETE MIS A JOUR

Cette nouvelle édition de *l'Avenir en commun* propose une alternative concrète et immédiate au désordre actuel. Elle traduit toute une vision du monde en mesures gouvernementales, applicables dès demain.

Initialement en avance sur plusieurs sujets qui se sont révélés décisif depuis 2017, en voici une version mise à jour dans cinq directions.

D'abord, elle incorpore le travail de nos parlementaires, nationaux comme européens (1). Ensuite, elle tient compte des réformes d'Emmanuel Macron (2). Elle intègre aussi les propositions d'intérêt général déposées par les mouvements sociaux les plus récents dans le pays, conformément à la méthode de la rédaction initiale (3). Finalement, elle actualise certaines propositions de 2017 à la situation de 2020 (4).

### 1. Trois années de production parlementaire

Depuis l'élection de 2017, vingt-trois parlementaires portent l'insoumission à l'Assemblée nationale ou au Parlement européen. Ils ont rédigé des rapports, interpellé le gouvernement et porté les revendications de milliers de citoyens. Ce faisant, ils ont affiné *l'Avenir en commun* sur plusieurs points.

- Cette nouvelle édition inclut les propositions de loi et les amendements déposés par nos député·es à l'Assemblée nationale depuis trois ans. Elle comprend par exemple nos revendications d'un ratio minimal d'encadrants en EPHAD, de reconnaissance de l'épuisement professionnel comme maladie du travail, de concrétisation du droit au logement, d'interdiction des écrans publicitaires numériques dans les lieux publics, de protection contre la malbouffe ou de lutte contre la discrimination par algorithmes.
- Elle introduit également l'activité de nos député·es au Parlement européen, qui y ont défendu de nombreuses réformes. Cela englobe par exemple l'arrêt de toute subvention aux énergies fossiles, la clause de l'européenne la plus favorisée ou le mécanisme de « carton rouge » permettant aux parlements nationaux de bloquer un texte européen.

Lorsque nous avons obtenu gain de cause sur certaines propositions de *l'Avenir en commun*, elles sont retirées de cette nouvelle édition. Ainsi, la suppression de la réserve parlementaire, l'ouverture de la PMA à tous les couples, la tenue du

référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie ou l'interdiction européenne du chalutage en eaux profondes marquent des victoires passées et préparent celles du futur.

## **2. Contre Macron et son monde**

Depuis l'élection de 2017, Emmanuel Macron et son gouvernement ont entrepris une série de réformes néfastes. Ils s'attaquent à la République et à la France, aux droits sociaux et au climat. Ce qu'ils ont détruit, il faudra le reconstruire. Ce qu'ils ont construit, il faudra l'abroger.

- La suppression de dispositifs injustes ou inefficaces figure en bonne place dans cette édition. Il s'agit désormais d'abroger les ordonnances Pénicaud, la loi antiterroriste de 2017, les privatisations, les retraites par points ou encore Parcoursup.
- A l'inverse, des dispositifs démantelés seront rétablis. C'est le cas de l'ISF, des tarifs sociaux ou de la propriété publique (dans le rail et la Française des jeux par exemple).
- En outre, le programme rappelle tous les mensonges du pouvoir. La promesse de « 0 SDF » ou celle de « maintenir les écoles en milieu rural » soulignent l'hypocrisie de ces tartuffes et rappellent l'urgence de nos mesures.

## **3. Soutien aux mouvements populaires actuels**

Depuis 2017, des millions de citoyennes et de citoyens se sont mis en mouvement pour revendiquer le droit à la dignité ou à la justice, sociale comme climatique. Ce faisant, ils ont diffusé de nouvelles idées, rédigé des propositions politiques et déposé des doléances. Nous en adoptons sans réserve tout ce qui est cohérent avec le reste du programme.

- Les acquis des Gilets jaunes : ce mouvement a permis une réflexion profonde dans le pays sur la démocratie. Il a montré la force du grand nombre à beaucoup de personnes qui n'y croyaient plus. De nombreuses propositions du mouvement étaient déjà dans *l'Avenir en commun* de 2017. Mais le RIC y est désormais explicitement proposé comme nous l'avons déjà fait à l'Assemblée nationale.
- La défense de l'industrie : plusieurs sites de production, utiles et rentables, ont été occupés ou défendus par les salariés, contre des actionnaires qui souhaitaient les fermer. La pandémie du Covid-19 a mis en lumière les usines de masques de

Plaintel ou de bouteilles d'oxygène de Luxfer. Leur revendication d'une relocalisation sanitaire est renforcée dans cette version.

- La mobilisation du collectif Inter Urgences : ce collectif sonne l'alerte depuis de longs mois sur l'état de l'hôpital public. Ses demandes, comme le rétablissement de conditions de travail dignes, des effectifs requis et de l'équipement nécessaire pour soigner les patient·es, sont mises plus en avant dans cette nouvelle version de *l'Avenir en commun*.
- Des revendications lycéennes et étudiantes : alors que les universités tombent en ruine et que les écoles ferment, que des étudiants et des élèves vont en cours sans manger et que leurs enseignants sont débordés, cette version de *l'Avenir en commun* reprend leurs propositions essentielles. Le déblocage des fonds, la rénovation des sites et la remise à plat de Parcoursup sont bien inclus.
- La protection du service public : de nombreux agents publics se mobilisent pour accueillir les usagers dans de bonnes conditions. Soucieux de garantir l'accès de toutes et tous, ils exigent le rétablissement des postes nécessaires à l'école publique, l'université, la recherche publique, La Poste, la police, la sécurité civile... autant de revendications déjà présentes mais désormais actualisées dans cette édition de *l'Avenir en commun*.
- La défense des lieux de vie : de nombreux collectifs s'organisent pour bloquer les grands projets inutiles, qui défigurent leur environnement et coûtent extraordinairement cher à la collectivité. Pour les soutenir, la nouvelle édition de *l'Avenir en commun* retire l'agrément public ou les subventions accordées à des projets qui mobilisent contre eux la population avoisinante, à l'instar de GCO Strasbourg ou Europacity.
- La lutte pour la justice internationale : partout sur la planète, des activistes tentent de bloquer l'hégémonie nord-américaine ou les régimes dictatoriaux. Cette édition de *L'Avenir en commun* en tient compte et propose de bloquer les offensives de Trump et ses complices contre le multilatéralisme, tout en soutenant les zones où s'invente un autre monde, comme le Rojava.

#### **4. Actualisation temporelle**

Depuis l'élection de 2017, toute une série de paramètres économiques et sociaux ont changé dans le pays. Nous actualisons aussi le programme pour en tenir compte, lorsque les éléments évoqués n'existent plus ou que les chiffres ne sont plus adéquats. Notre programme colle ainsi au plus près des enjeux du moment.

- Une série d'initiatives que nous soutenions dans *l'Avenir en commun* sont heureusement arrivées à terme. C'est le cas par exemple du projet Galileo de



radionavigation satellite ou du programme Extraplac de connaissance des fonds sous-marins. D'autres dispositifs que nous critiquions ont changé de nom, comme le CICE transformé en baisse de cotisations sociales.

- La hausse des prix sur la période nous impose aussi de revoir les chiffrages que nous proposons pour conserver leur signification dans la période actuelle. La hausse de 16% du SMIC équivaut par exemple aujourd'hui à 1400€ nets mensuels.
- La roue de l'histoire a continué à tourner, entraînant avec elle une partie des interrogations ouvertes par *l'Avenir en commun*. Le Brexit n'est plus un enjeu spéculatif, mais une situation à gérer. Les oligarques européens se sont également renouvelés, Ursula von der Leyen accédant désormais à la tête de la Commission européenne.

Ainsi mis à jour, « *l'Avenir en commun* » concentre dans ses lignes non seulement la légitimité des millions de suffrages qui l'ont déjà choisi, ainsi qu'une méthode collective de travail, mais aussi les deux décennies d'histoire politique dont il est l'héritier. Il montre que les intuitions collectives de 2017 résistent à l'épreuve du temps, sont compatibles avec tous les développements ultérieurs – et s'avéraient même prémonitoires sur maints aspects.

## UNE BREVE HISTOIRE DE « *L'AVENIR EN COMMUN* »

« *L'Avenir en commun* » est un texte qui vient de loin. Il a été réfléchi et travaillé en large collectif. Il est l'aboutissement de tout un processus né dans la société elle-même.

Dans un contexte où le néo-libéralisme s'imposait dans tous les aspects de nos sociétés, son contenu ne pouvait être le fruit d'une compilation hâtive ou de l'imagination de quelques personnes dans un bureau. Il lui fallait s'ancrer en profondeur dans les aspirations humanistes qui travaillaient les consciences entrées en résistance. Il a donc été le résultat d'un travail approfondi pour en prolonger les mots sur la scène politique.

Rappelons à grands traits les principales étapes de ce cheminement. Elles expliquent comment ce document programmatique a pu devenir une référence commune pour des millions de personnes. Au point de départ, il y avait déjà un premier programme présidentiel porté en 2012. Il recueillit quatre millions de suffrages. Partant de ce document initial, on organisa en 2016 une refonte générale du programme. Le 10 février 2016 marque l'acte de naissance de la plateforme numérique « La France Insoumise ». Il s'agissait alors d'appuyer une candidature à l'élection présidentielle. Mais aussi, dès le départ, de participer à la construction d'un programme de radicalité concrète. Pendant plusieurs mois, la plateforme est restée ouverte à des contributions individuelles. Il y en eut plus de 3000, largement intégrées au document final.

On organisa avec cela des dizaines d'auditions de personnalités de tous les horizons dans le monde associatif, syndical ou celui des intellectuels. Une première rédaction mise en ligne sur internet accueillit des milliers de contributions. Ensuite, aux élections législatives suivantes, ce texte a été le programme d'un millier de candidats. Logiquement, il est devenu la déclaration de principe du groupe des parlementaires Insoumis à l'Assemblée nationale et au Parlement européen. Il a donc guidé notre action, nos travaux et nos propositions depuis deux ans et demi, souvent en commun avec d'autres groupes dans ces assemblées.

C'est pourquoi « *L'Avenir en Commun* » est enraciné dans l'histoire récente de notre pays. Sur beaucoup de sujets, des citoyens sont mobilisés et organisés de longue date pour faire avancer dans leur domaine la cause de l'intérêt général humain. Il s'agit des syndicats, des associations engagées contre la pauvreté, des ONG environnementales, des lanceurs d'alertes, des intellectuels. Il y a tant d'énergie, de travail, d'idées dans notre peuple. Nous nous sommes donc tournés vers l'expertise issue du bouillonnement de la société française. De la sorte, nous avons conçu « *L'Avenir en Commun* » comme le moyen de mettre dans une cohérence d'ensemble et dans une perspective gouvernementale les programmes que la société avait produits.

Nous avons eu la confirmation de la réussite de cette méthode par la suite. Ce furent les commentaires, les évaluations de « *l'Avenir en Commun* » par les associations. Elles lui donnèrent souvent un satisfecit complet. Pour une coalition d'association luttant pour un développement plus égal, « *l'Avenir en Commun* » mérite « *10/10 sur la thématique de l'aide publique développement* ». Oxfam, sur la lutte contre les inégalités, le juge « *le plus proche des recommandations des ONG, en se montrant plus complet et plus prévu que ses concurrents* ». Amnesty international reconnaît « *une série d'engagements qui font écho à nos recommandations* ». Le réseau Sortir du nucléaire note « *qu'en terme de sortie du nucléaire civil et de transition énergétique, c'est le plus ambitieux* ». Pour les experts de la santé publique et de la sécurité routière, c'est un « *20/20* ». Le Barreau des avocats de Paris le perçoit comme « *le programme qui répond le plus aux attentes des avocats* ». L'énumération pourrait continuer. Beaucoup d'observateurs ont été surpris de cette résonance entre « *l'Avenir en Commun* » et tant de composantes de la société organisée. La raison en est très simple : notre programme est souvent le leur !

Depuis la publication de « *l'Avenir en Commun* », nous avons maintenu le lien permanent avec les forces sociales sur le programme. Le texte central a été complété par 42 livrets thématiques qui le précisent et l'affinent. Les groupes qui animent ce travail ont repris, systématisé, multiplié la méthode des auditions programmatiques. Les livrets thématiques ne remplacent par « *l'Avenir en Commun* », bien sûr. C'est ce programme, et aucun autre, qui est la base de l'action des Insoumis. Mais la réflexion programmatique est toujours ouverte et solidement mêlée à la société elle-même.

« *L'Avenir en Commun* » propose de placer au sommet de la hiérarchie des normes les solutions collectives, l'entraide et l'intérêt général humain. C'est pourquoi sa première priorité est de remettre le pouvoir entre les mains du peuple, en convoquant une Assemblée constituante. Il veut que la France soit le pays de la souveraineté du peuple plutôt que celui d'une monarchie présidentielle corrompue par l'influence des lobbys et des intérêts particuliers.

Avec la planification écologique et la règle verte, il assure la survie des sociétés humaines à l'heure du changement climatique et de l'effondrement de la biodiversité. Nous voyons désormais clairement les chocs et les dangers auxquels nous exposent l'illusion du capitalisme d'un monde aux ressources sans limite. Il faut donc réorganiser tous nos modes de production, de consommation et d'échanges pour les mettre en harmonie avec la nature et ses rythmes.

Cela ne sera pas possible si nous restons dans le cadre d'une économie soumise à la finance et où règne l'égoïsme social. Ce programme propose de tout mettre en œuvre pour relocaliser notre industrie. Il défend le protectionnisme solidaire à la place du libre-échange sauvage. Les richesses issues du travail humain doivent cesser d'être accaparées par une caste d'ultra-riches qui épuisent les hommes et la nature. Tous les êtres humains doivent être mis en état de sécurité sociale.

La France et son peuple peuvent proposer un autre chemin au monde à condition d'être indépendant. C'est la condition pour être un facteur de paix et de coopération. « *L'Avenir en Commun* » préfère l'ONU à l'OTAN, un monde ordonné plutôt qu'une alliance militaire nous rattachant à une puissance déclinante et agressive.

Les vieux dogmes de l'Union européenne libérale se sont effondrés. La concurrence comme norme suprême et l'austérité pour l'Etat et les services publics comme seule politique possible a déjà fait trop de dégâts. Nous devons sortir des traités européens.

La société néolibérale propose la course au profit, la croissance sans contenu et la réussite individuelle comme objectifs pour l'Humanité. Nous préférons le progrès humain : la santé, l'éducation, la culture, les arts. Nous avons dans le futur des horizons enthousiasmants : la mer, l'espace, le numérique. Engageons-nous dans ces nouvelles frontières par amour de la connaissance plutôt que de l'argent, et d'une façon nouvelles respectueuse de l'environnement.

Aujourd'hui plus que jamais, la France a besoin de ces causes communes. Le monde du marché-roi et du saccage environnemental est mort. Le monde d'après peut commencer maintenant. *L'Avenir en Commun* en est un bon point de départ.